

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SNIAS
(Châteauroux)

**Unité
populaire
autour de
la lutte pour
l'emploi**
voir p. 5

Editorial

Elections au Portugal

DEUX ANS APRES

Dimanche, le Portugal vote. Il votera à droite. Car comment désigner autrement l'alternative entre les deux vainqueurs possibles de ce scrutin : d'un côté, le PPD (Parti Populaire Démocratique), dont l'orientation réactionnaire ne fait de doute pour personne. De l'autre, un parti socialiste dont la démagogie «de gauche» couvre mal la participation au coup d'Etat réactionnaire du 25 novembre.

Le 25 avril 1974, le renversement du régime fasciste avait ouvert la voie à un puissant mouvement des masses populaires qui, deux années durant, a interdit toute stabilisation d'un nouveau régime bourgeois. Les tentatives du général Spínola, en juillet et septembre 1974, puis le 11 mars 1975, pour mettre sur pied un régime personnel autoritaire, devaient échouer sur cet obstacle.

Mais, en même temps que le mouvement populaire, le P«C»P d'Alvaro Cunhal mettait à profit chacun de ces événements. S'assurant le contrôle d'une fraction importante d'officiers, colonisant rapidement l'appareil d'Etat, le parti révisionniste, poursuivait sa politique de construction d'un capitalisme d'Etat. Les premiers pas dans la mise en place de son projet suscitaient une méfiance grandissante dans la classe ouvrière. Ils provoquaient la division avec les paysans du nord rejetés dans les bras de la réaction.

Cette politique a permis la réussite du coup d'Etat réactionnaire du 25 novembre dernier. Depuis, la classe ouvrière portugaise ne s'est plus posé la question de ses luttes qu'en termes défensifs : alors que l'ar-

mée est pour l'essentiel mise au pas, alors que l'ennemi n'hésite pas à faire usage des armes de la police contre les travailleurs, alors que les illusions sur le faux socialisme sont en train de tomber, comment ne pas perdre ce qui a été acquis dans le domaine des libertés démocratiques et de l'organisation des masses ?

Beaucoup plus que le vote adopté pour les élections de dimanche, ce sont les grèves qui se sont déclenchées, les manifestations contre les partis réactionnaires, le maintien des occupations de terres, qui montrent la résistance du peuple.

De son côté, c'est à cela aussi que, dimanche, la bourgeoisie va tenter de répondre : faut-il encore utiliser dans une certaine mesure les capacités démagogiques du P«C»P pour assurer le retour à l'ordre ? Faut-il au contraire réprimer durement et sans attendre les masses populaires ? C'est entre ces deux voies vers le rétablissement d'un ordre bourgeois que les partis réactionnaires sont divisés. Le parti socialiste lui-même semble, dans ses rangs, partagé entre les deux solutions.

Mais, pour le peuple portugais, les derniers espoirs que le mouvement des deux années écoulées reprenne, à brève échéance, sur une large échelle, vont passer. L'idée que la tâche principale c'est la lutte anti-fasciste, va être battue en brèche, alors que la bourgeoisie s'engage dans la construction d'une démocratie autoritaire. Il restera à faire le bilan, à avancer dans sa conscience de la nécessité d'une révolution qui ne soit pas, cette fois, un faux semblant.

Jean LERMET

Hier à Paris

PLUS DE 50 000 ETUDIANTS ET LYCEENS DANS LA RUE



Place de la Bastille, 17 H, par dizaines de milliers, les étudiants, les lycéens et les élèves de CET se rassemblent. Les habitants du quartier sont plutôt favorables : les commentaires vont bon train sur l'intransigeance du gouvernement Giscard, qui est nettement mise en cause. 17 h 30, le cortège commence à quitter la Bastille. En

tête, un important service d'ordre empêche les éléments provocateurs de passer. Suivent les facultés les plus mobilisées : Tolbiac, Jussieu, Nanterre, Dauphine. Les rangs sont serrés, organisés en chaînes, les mots d'ordre repris avec vigueur. Puis viennent les autres facs de Paris et de province.

Suite p. 6

DIJOU : secrétaire d'Etat aux expulsions

Une semaine après l'expulsion de 18 travailleurs immigrés en grève des foyers SONACOTRA, et après les déclarations injurieuses de Ponia-towski et Giscard, Dijoud révèle ce qui se cache sous son masque de «libéral» de pointe du gouvernement.

Dans une lettre à la direction de la CGT, il écrit : «dix huit expulsions pour des motifs stricts d'ordre public, ne doivent pas faire oublier que quatre millions d'étrangers qui respectent les lois, vivent actuellement en paix dans notre pays et y bénéficient d'un climat de liberté qu'ils ne pouvaient pas trouver chez eux».

Suite p. 3

BRÉSIL : DEHORS GEISEL !

voir p 7

SOMMAIRE

- Viticulteurs : suite de notre reportage p. 2
- CGT-CFDT : quelle unité ? p. 4
- Bendix : les cadres contre la grève p. 5
- Vietnam : réunification de la patrie p. 8
- Une nouvelle collection : «La Chine d'aujourd'hui» p. 9

FOYERS SONACOTRA : la lutte continue



FRANÇAIS-IMMIGRÉS : une seule riposte 16 travailleurs immigrés chassés de France MANIFESTATION

SAMEDI 24 AVRIL - 14 H - METRO LA CHAPELLE

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon
OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? - 10 -

LE NEGOCE

UNE CIBLE DU MOUVEMENT DES VITICULTEURS

Cazes, leader des Comités d'Action Viticole, déclare à France-Inter : «Tous les malheurs et tous les drames qui se sont passés ces derniers temps dans le Midi proviennent de la maison Ramel... S'il n'y avait pas eu de Ramel, il n'y aurait pas eu de Montredon... Benet, président de la CGVM (Confédération Générale des Vignerons du Midi) : «A Montredon comme à Aléria, le sang a coulé parce que les autorités ont décidé de couvrir jusqu'au bout un scandale financier. Nous avons quatorze dossiers pour des affaires de fraude contre M. Ramel. La plupart n'ont pas abouti...» Cet acharnement contre la maison Ramel, cette insistance à la rendre responsable de tous les malheurs montre à quel point les viticulteurs sont agressifs vis-à-vis du négoce, vis-à-vis des gros marchands de vins. Ils rendent le négoce responsable de leurs maux. Ils le désignent comme leur cible...

Qu'est donc ce négoce ?

Le combat des viticulteurs contre le négoce ne date pas d'aujourd'hui.

Mais une étape fut franchie lorsque furent lancées les opérations commando contre les caves du négoce. Cazes raconte : «L'action que nous avons menée le 30 oct - bre 1971 à Azille contre les chais d'un négociant était

excellente : deux cents viticulteurs préparent l'action et en quelques minutes six mille hectolitres de vin frauduleux se répandent dans le caniveau... La cible est claire : les négociants trafiquants qui ruinent ce pays par des importations frauduleuses. Ce n'était pas exactement nouveau, nous avons déjà fait des opérations semblables

mais par rapport au problème de la maîtrise de l'escalade, c'était une bonne réponse. Ça préfigurait un peu les actions que nous faisons maintenant contre les négociants importateurs». Depuis ces expéditions contre les caves du négoce se comptent par dizaines et dizaines.

Ce qu'explique Cazes, c'est que ces actions ne sont pas des actes occasionnels de révolte, un dévouement passager, mais des opérations préparées, calculées, visant une cible définie et précise. Les commandos contre les caves ne sont pas l'explosion d'une exaspération spontanée. Elles sont pensées dans le cadre d'une stratégie anti-négoce car celui-ci est désigné et combattu comme l'ennemi.

Ce combat contre le négoce est un des caractères majeurs de la lutte des viticulteurs. C'est un aspect qu'il fallait souligner pour que cette lutte soit comprise...



Crémieux, PDG de Margnat, Préfontaines, Kiravi...

MARGNAT-VILLAGE

Comment s'enrichir sur le dos des ouvriers et des viticulteurs?

Parmi tous les exemples possibles, nous prenons Margnat-Village, non pour donner à cette marque une place particulière, mais simplement parce que Margnat est l'un parmi les autres...

«Margnat-Village», marque bien connue d'un vin rouge de consommation courante, n'est qu'une partie de la gamme de production de la S.V.F (Société des vins de France) avec Préfontaines, Le Postillon, Grap, Gévior, Kiravi, Valette, Combastet et Maîtres Vignoux. Après le départ de M. Margnat, la marque reste propriété de la SVF avec Crémieux, président de la Sapvin, comme nouveau PDG.

Une vérité doit être claire et nette, l'usine Margnat de Chateaufort-Les-Martigues, dans les Bouches du Rhône, n'a rien à voir avec le petit village souriant et ombragé que la publicité mensongère vous montre sur des affiches présentant des vacanciers qui jouent à la pétanque. C'est un bague capitaliste comme un autre, où l'on fabrique du vin comme dans d'autres, des chaussures !

IMPORTATION DE VINS ET DE MAIN D'OEUVRE :

«Le midi produit un vin de trop mauvaise qualité, il est nécessaire de le couper avec des vins italiens» a déclaré Crémieux le 8 février 1976. En fait, comme nous l'avons montré dans le QdP les jours précédents, ce n'est qu'un pur mensonge d'importer du vin italien de gros degrés à bas prix pour le couper avec des vins méridionaux de petits degrés pour sortir un vin de table «concurrentiel». Pour Crémieux, la même logique capitaliste du profit maximum, s'applique pour exploiter son personnel : alors que le personnel a diminué de 16% entre le

30 septembre 1972 et le 30 juin 1975, la production n'ayant baissé que de 13%, 48 licenciements ont été annoncés en décembre, l'Inspection du Travail a accepté 16 dont 10 femmes. La lutte a permis de faire reculer la direction jusqu'au 31 avril mais les 20 contrats à durée déterminée qui doivent prendre fin, ne sont pas considérés comme des licenciements. Ces contrats touchent principalement des travailleurs algériens. Entre temps, 5 autres contrats ont été passés avec d'autres travailleurs immigrés. Renouveler le personnel pour empêcher de s'implanter et de se défendre : ces ouvriers sont affectés au stockage des palettes à l'extérieur sous le vent et la pluie

«Des femmes travaillent la nuit en travail posté, me dit un syndicaliste CGT, la direction aurait obtenu une dérogation spéciale de l'Inspection du Travail en 1970, à ce moment-là, elle ne «trouvait» pas d'hommes pour ce travail. Cette dérogation, nous ne l'avons jamais vue». Aujourd'hui, ce n'est pas la main d'œuvre qui manquerait... «Si on demande leur remplacement par des hommes, la direction les licencie. C'est l'arme du chantage», explique la

CGT (seul syndicat ouvrier sur l'usine).

OUVRIERS, PAYSANS, MEME PATRON, MEME COMBAT !

Dans leur lutte contre les importations de vins italiens, les viticulteurs n'ont pas oublié les breuvages Margnat. Le 25 mars 75, alors que les viticulteurs bloquent le port d'Agde, un commando détruit 15 000 hl de vins italiens entreposés dans les chais de la société ; le 6 juillet, 220 000 bouteilles de vin Margnat connaissent le même sort.

Mais les combats menés par les travailleurs et les viticulteurs sont actuellement totalement séparés : l'unité de la lutte contre un même patron n'est pas vue clairement. L'attitude de Crémieux donne la véritable signification de la répression contre les commandos de vigneron. Tout le monde se souvient de la «visite» aux établissements Ramel à St Meximieux, le 29 février dernier et de la campagne tambours battant pour diviser les travailleurs et les viticulteurs... Eh bien, savez-vous ce que M. Crémieux a proposé à ses ouvriers ?

De signer une motion

dénonçant ces opérations commando en solidarité avec les pauvres négociants acculés à la ruine ! FO était prête à signer des deux mains et des deux pieds ; la CGT a posé comme condition de dénoncer le pouvoir comme seul responsable des exactions. Finalement, une motion a été signée sur la nécessité de préserver l'outil de travail.

«Là aussi, notre position pour nous CGT, est difficile : d'un côté, nous voulons défendre l'outil de travail et d'un autre côté, nous ne pouvons pas nous opposer physiquement et verbalement aux petits viticulteurs qui défendent leur droit à la vie. Je me rends bien compte qu'il y a là une contradiction».

CHIENS POLICIERS ET GAZ IRRITANTS POUR QUI ?

«Si des viticulteurs venaient vous expliquer leur lutte, comment réagiraient les travailleurs de Margnat-village ?»

«Ils seraient très intéressés, moi le premier ; parce que leurs vrais problèmes nous ne les connaissons pas bien clairement. Mais faire une réunion dans l'usine ne serait pas possible, elle serait

remplie de gardiens et de chiens policiers !» Ce n'est pas une simple supposition : «Après le coup de Ramel, l'usine a été occupée pendant plusieurs jours par des gardiens avec des chiens, nous avons protesté parce qu'ils attaquaient même les ouvriers de l'usine. Aujourd'hui il n'en reste plus qu'un. Par contre, depuis, il y a des bouteilles de gaz irritants dans chaque atelier au cas où des viticulteurs viendraient».

Les travailleurs, les syndicalistes CGT de Margnat doivent dénoncer ouvertement ces atteintes à leurs libertés. Qui pourra leur faire croire que ces chiens et ces gaz ne leur sont pas destinés à eux aussi quand ils voudront s'opposer aux licenciements en cours ? Ce précédent est dangereux pour l'unité des travailleurs et de la paysannerie pauvre et dans le combat pour édifier le socialisme. Les travailleurs doivent surmonter ces tentatives de division.

Les opérations contre le négoce posent, entre autres, le problème des alliances de classes et de la nécessité de l'unité ouvriers-paysans pour abattre ce régime totalement pourri qui ne peut répondre que par la répression.

SVF : société anonyme, 64 500 000 F de capital, contrôle à 40 % la SICAVins Midi-Pyrénées (de Paul Doumeng, le préfet-taire du P.C.), qui regroupe onze coopératives de vinification.

A son conseil d'administration : Bartissol, Dubonnet, Cinzano, Byrrh, Cusenier, Sapvin, des sociétés d'import-export, des sociétés de vins de Champagne, la Cie Générale des Vins du Midi et de l'Algérie.

Des banques ramassent aussi leur part de gâteau : banque de l'Indochine, Cie financière de Suez, Banque de Paris et des Pays-Bas.

POLITIQUE

La réunion de presse de Giscard

LE CHANTAGE A LA REPRISE

Au delà de la variété apparente des sujets abordés par Giscard, jeudi, les réactions qu'il a suscitées tournent autour d'une question centrale : le *«consensus social»*, de ce que le président appelle *«les disciplines collectives»*.

C'est en effet l'attitude de la classe ouvrière, ses luttes qui prennent de l'ampleur, qui hantent le chef de l'Etat. Dans la bourgeoisie, la conscience de l'aiguïssement de la lutte des classes se fait plus précise. Un journaliste va même jusqu'à demander au chef de l'Etat s'il est capable de tenir tête à un nouveau mai 68.

Alors, la situation économique évoluant, le chantage à la crise devient inutilisable, Giscard change son argumentation. Hier, on l'entendait pleurer que c'était la crise, et qu'il fallait se serrer les coudes. Aujourd'hui, il pleure toujours, mais cette fois *«la reprise a eu lieu»* ; il ajoute même *«elle se poursuivra»*, à une condition, que les travailleurs fassent preuve de *«modération du point de vue des revendications»*. Une autre forme de chantage prend donc place. Les travailleurs, comme par le passé, n'ont, selon la bourgeoisie, qu'une tâche : collaborer pour faire

de la France *«une des premières puissances moyennes»*.

Giscard ose même promettre le plein emploi. Chose dont on ne parlait plus depuis deux ans. La reprise, selon lui, entraînerait la résorption du chômage *«progressivement»*.

Mais les faits sont là, têtus, quotidiennement

L'augmentation de la production, des horaires, là où cela a lieu, n'entraîne pas l'embauche, mais bien au contraire, l'aggravation des conditions de travail et de l'exploitation, l'augmentation des cadences. Mieux, au moment même où Giscard a le front de parler de plein emploi, ses experts du 7^e plan viennent de publier les chiffres, qui, dans la meilleure

reprise qu'il fait miroiter. Une fois encore, il est prouvé que la bonne santé de l'économie ne profite pas à ceux qui la font, les travailleurs. Les fruits de cette reprise sont systématiquement confisqués par le capital.

En outre, les expulsions de travailleurs immigrés, les interventions des flics contre les grévistes trahissent la nervosité extrême



La modération des ministres face à la reprise

subis par les travailleurs. La reprise, jusqu'à présent, n'a pas donné de travail aux chômeurs. Les saisies continuent. Les jeunes attendent toujours de trouver un premier emploi, et, par milliers, ils vont sortir de l'école.

hypothèse, prévoient plus de 600.000 chômeurs, en supposant que 4 personnes sur 10 à la recherche d'emploi abandonnent !

C'est bien cela que Giscard appelle le plein emploi. C'est bien cela la

de la bourgeoisie, et le peu de résultats qu'elle espère elle-même de son chantage à la reprise. Cela vient clairement montrer combien il est nécessaire de poursuivre et d'amplifier les luttes.

Paul LEFORT

GISCARD A RASSURÉ LA BOURGEOISIE

Du *«Figaro»* au *«Parisien Libéré»*, en passant par *«Les Echos»*, tous les journaux de la bourgeoisie expriment leur satisfaction, après la conférence de presse de leur Président.

Pour *«Les Echos»*, le *«message»* de Giscard est clair. Le temps des vaches maigres pour les profits patronaux est terminé. Restent les luttes des travailleurs contre la dégradation du pouvoir d'achat et des conditions de vie. Sur ce plan, *«Les Echos»* ne se cachent pas : il faut expliquer que la cause de l'inflation, c'est la lutte des travailleurs pour l'amélioration des conditions de travail et de salaires. Sous le titre *«Contre-offensive»*, *«Les Echos»* affirment : *«si la démocratie française veut bien devenir paisible et réfléchie»*, elle réussira probablement à lutter contre les revendications excessives et *«donc à calmer l'inflation»*. En bref, Giscard aurait su donner aux Français un projet politique cohérent *«par le miracle du verbe retrouvé»*.

Même ton de contentement au *Figaro*, pour qui la reprise semble la carte maîtresse de la politique de Giscard, dont les axes seront *«l'effort partagé, la modération, le souci de préserver l'essentiel de la société libérale»*. Cette société libérale, ici encore, ce sont les profits patronaux recouverts, et le même cynisme pour les chô-

meurs : *«la bataille, sans doute, aura fait beaucoup de victimes et il s'agit d'abord de se pencher sur leur sort et de panser leurs blessures. Mais elle est peut-être déjà gagnée»*.

La satisfaction, côté *«Parisien Libéré»*, est celle d'avoir entendu le *«langage de la vérité»*, concernant, notamment, la peine de mort, dont Giscard a annoncé qu'il renonçait, pour l'immédiat, à sa suppression. Mais dans le même temps, Amaury regrette que le projet de réforme sur la taxation de quelques plus-values, ne soit pas abandonné.

Enfin, *«L'Humanité»* conclut que cette conférence de presse exprime *«le conservatisme des capitalistes au pouvoir»*, et elle ajoute : *«Cette politique est contraire aux intérêts des Français et au rayonnement de la France dans le monde»*. Pour ces bourgeois qui aspirent à en remplacer d'autres, les déclarations ignobles de Giscard sur les camarades immigrés des foyers Sonacotra en lutte, ne les concernent pas : pas un mot dans l'éditorial. Mais on trouvera en très bonne place la déclaration de Marchais : *«Giscard pratique une politique inavouable, mais il n'a pu ignorer les décisions du XXII^e du PCF»*. Satisfaction de chiffonniers qui se battent !

Camille NOËL

INFORMATIONS GENERALES

AGRET SOUS RÉANIMATION

REMUEMÉNAGE DANS LE PANIER DE CRABES

Agret est hospitalisé à l'hôpital Salvator à Marseille, dans le service de réanimation et sous surveillance policière. Sa femme, Marie-José, qui voulait le voir, a été refoulée hier une première fois par *«les anges gardiens»* qui font le guet près de son mari. Il a fallu une intervention d'un de ses avocats auprès du préfet de région, pour qu'elle puisse se rendre à son chevet.

Toute une série de coups de théâtre se sont produits hier, dans cette affaire qui est, du fait du pouvoir, bien compliquée. Santelli, qui avait lors du premier procès, accusé Agret est revenu hier subitement sur sa déclaration : *«Ce n'est pas Agret qui m'a payé pour tuer Borrel, c'est le SAC, pour la somme de 50 000 anciens francs»* !

Dans la foulée, M^e Bonenfant, l'ex-avocat d'Agret, dont celui-ci s'était séparé, mécontent de lui, a déclaré qu'il était impossible que Santelli ait été le seul tireur, le chargeur de son revolver contenant moins de cartouches que celles retrouvées sur le corps de Borrel.

Ce qui confirmerait l'hypothèse, déjà discutée et écartée lors du premier procès,

que Santelli et Ritter n'étaient pas seuls. Ce qui confirme aussi le témoignage du camionneur qui avait vu plusieurs personnes s'enfuir près du domicile de Borrel.

Pourquoi ces déclarations, dont au moins une innocente formellement Agret, interviennent-elles maintenant et coup sur coup ? Voilà ce que les jours qui viennent et les révélations de la défense contribueront à éclairer. Les choses, de ce point de vue,

risquent de se précipiter les prochains jours.

Hier, devant le silence pesant du PCF, les amis d'Agret qui ont pris contact avec la fédération de Paris de ce parti se sont vus répondre : *«Nous ne pouvons le faire, ce sont les gauchistes qui le soutiennent !»*

Au-delà de ces manœuvres politiques, c'est une foule de témoignages de soutien, sincères, qu'ont reçu Agret et ses amis.

Agret ne doit pas mourir !

Briare, thermomètre de la France ?

Toujours à la recherche de *«l'original»*, TF 1 et le magazine *«L'événement»* s'étaient transportés hier soir à Briare, pour y sonder les réactions suscitées par la conférence de presse de Giscard. Pourquoi Briare ? Cette ville moyenne, située à 160 km environ au sud de Paris est, selon la SOFRES, la ville qui correspond le mieux au vote des Français. Le reportage de TF 1 nous a montré une ville de retraités (1 500 sur 5 500 habitants) où on va à la pêche où on lit le *«Parisien Libéré»*, où, à en croire les interviews réalisées, il n'y a pas le moindre révolutionnaire... Curieuse ville-type ! Et curieux résultat du sondage qui indique que deux tiers des Briarais ont été favorablement impressionnés par la conférence de Giscard. Toujours selon le sondage, la majorité des *«sondés»* est opposée à la taxation des plus-values... Il est à craindre pour la SOFRES que le mythe de Briare-ville-thermomètre en ait pris un sérieux coup !

DIJOU, MINISTRE AUX EXPULSIONS

SUITE DE LA UNE

Dijoud reprend les calomnies de Poniatsowski et de Giscard sur les *«violences»* dont se seraient rendus coupables les ouvriers immigrés de la Sonacotra et qui justifieraient leur expulsion.

RÉPRESSION

Cette façon de procéder est caractéristique des nouvelles méthodes répressives du gouvernement. Pour briser les luttes, on accuse ceux qui la mènent de délinquance pour justifier leur répression au nom du maintien de l'ordre. Ce qui s'est produit la semaine dernière contre nos camarades des foyers Sonacotra se reproduira contre d'autres camarades en lutte, immigrés ou français. Poniatsowski assimile délinquance et lutte contre l'ordre bourgeois, jeudi à l'Assemblée Nationale, il déclarait que 3 715 expulsions avaient été prononcées en 1975, 2 719 pour vol, 307 pour proxénétisme, 257 pour trafic de stupéfiants. Aucune bien sûr pour raison politique et syndicale, c'est sans doute pour vol qu'ont été expulsés nos camarades immigrés ouvriers agricoles dans le midi qui luttait contre les contrats à durée limitée ! Et les 65 Pakistanais expulsés il y a huit jours ?

En fait le gouvernement pour étouffer les luttes des ouvriers immigrés qui connaissent une nouvelle ampleur, pour empêcher que ne se consolide l'union entre Français et immigrés dans les entreprises, utilise la répression brutale. La seule liberté qu'il leur laisse : *«respecter les lois»*, c'est-à-dire tout accepter sans protester ou se faire expulser.

DIVISION

Dans la même lettre à la CGT, Dijoud se permet d'ajouter : *«Alors que le nombre de chômeurs atteignait un million qu'auriez-vous dit et qu'auriez-vous dit les lecteurs de votre revue si le gouvernement avait laissé venir des travailleurs étrangers qui soit auraient gonflé la masse des sans-emplois, soit auraient favorisé malgré eux une concurrence à la baisse des salaires»*.

C'est encore les vieux arguments qui reviennent : ce ne serait pas les patrons les responsables du chômage et des bas salaires, mais les travailleurs immigrés. De tels arguments visent à dresser la partie française de la classe ouvrière contre la partie immigrée, au plus grand bénéfice des patrons. Ces derni-

ères semaines, des déclarations de Stoléro, Chirac, la commission-emploi du VII^e Plan disent clairement que les fauteurs de chômage étant les immigrés, leur retour au pays favoriserait la résorption du chômage. La reprise insistante de ces théories sur la *«francisation»* des emplois sert à préparer l'opinion à d'éventuelles expulsions d'ouvriers immigrés. De plus en plus de contrats arrivant à expiration ne sont pas renouvelés, dans les bureaux d'embauche, les emplois habituellement accordés aux immigrés leur sont maintenant refusés.

La riposte à ces menaces et à ces coups bas portés contre nos frères immigrés s'impose, car c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui est visée, les mesures employées aujourd'hui contre les immigrés seront utilisées contre nous demain. En réprimant les immigrés, la bourgeoisie espère affaiblir la classe ouvrière pour pouvoir la mettre au pas. Aucune victoire d'ensemble contre le patronat n'est possible sans l'union entre travailleurs français et travailleurs immigrés. Aujourd'hui, comme on peut le voir à DBA à Drancy, seule cette union de combat peut faire reculer le patron.

LUTTES OUVRIERES

Ils manifestent samedi...

● La manifestation d'aujourd'hui à La Chapelle s'est préparée très activement dans les foyers et avec une participation qu'on attend très importante (voir article).

● Les Comités de Soutien d'Argenteuil, Champigny, d'Erment, de Massy, de St Denis, de Sevran et Vincennes...

L'Union Régionale Parisienne CFDT a donné son accord pour la manifestation, ainsi que de nombreux syndicats (Cazeneuve, Sécurité Sociale, St Denis, Safer Paris-Est, Jeumont-Schneider St Denis, Alsthom St Ouen, PTT Stains, le SETE, le Commerce Parisien, les enseignants du SGEN-CFDT...). Les étudiants de Nanterre, Charles X, Tolbiac, Vincennes, Jussieu, Dauphine... participent également.

DÉCLARATION COMMUNE DES ORGANISATIONS DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Après avoir exercé plusieurs pressions et menaces sur les travailleurs en grève des foyers, la direction de la SONACOTRA a rompu toutes négociations et choisi la répression.

Nous nous élevons contre toutes les formes d'expulsion et actes arbitraires envers les travailleurs immigrés en lutte.

Nous réaffirmons notre soutien aux travailleurs de la SONACOTRA et à leur représentant, le Comité de Coordination.

Nous réclamons l'arrêt immédiat de toute répression et poursuites qui pèsent sur les résidents des foyers SONACOTRA et leurs délégués.

Nous appelons toutes les organisations démocratiques, tous les travailleurs immigrés et français à opposer une riposte vigoureuse aux actes de répression qui mettent en danger les libertés d'expression et de lutte de l'ensemble des travailleurs.

Comité des Travailleurs Algériens ; Association des Marocains en France ; Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens ; Collectif Africain (UGTSF, MOTIF, FETRANI, ACTAF, UNEK, UGEES) ; Comité des Travailleurs Africains ; Mouvement des Travailleurs Mauriciens ; Comités Unitaires Français Immigrés.

Que deviennent les expulsés ?

Rida Gouya est en Tunisie, mais il est arrivé en très mauvais état physiquement (traumatisme crânien et des contusions), il aurait été hospitalisé. Les ouvriers algériens sont rentrés en Algérie mais on a aucune nouvelle des travailleurs tunisiens et marocains.

UN MÊME BUT : GAGNER CONTRE SONACOTRA ET FAIRE ÉCHEC À LA RÉPRESSION !

Au foyer Romain Rolland à Saint Denis, à l'heure du repas de midi, les travailleurs s'affairent à la cantine de chaque étage de l'immeuble... Dans toutes les conversations, partout la même idée, le même espoir : la manifestation... Tout est-il prêt pour la manifestation ? Assurément, on vit ici dans l'espérance de voir à la Chapelle des milliers de

mois, contre l'attaque brutale portée contre eux par Ponia-towski.

Giscard, jeudi soir à la télé, lance à son tour les pires calomnies, assimilant les travailleurs immigrés à de dangereux agitateurs... « J'ai écouté tout entier le discours de Giscard, je savais qu'il parlerait de nous, explique un travailleur algérien, il veut

tants de la bourgeoisie ne peuvent semer le doute sur la légitimité des revendications des travailleurs de la Sonacotra. Aussi, la manifestation de la Chapelle l'exprimera avec force ; nous exigeons le retour des camarades expulsés, nous crierons notre haine de la répression et nous exigeons la satisfaction de nos revendications. En ce sens, la manifestation, pour

● ILS ATTENDENT D'ÊTRE REÇUS ! : Alors qu'à Bagnolet, les gens du Programme Commun viennent de saboter une manifestation de soutien, que dans toute la banlieue Nord de Paris, ils tentent de dévoyer la lutte et que dans les foyers de la banlieue Sud, ils ont déjà appelé à l'arrêt de la grève, ils demandent, avec la Libre Pensée et la Ligue des Droits de l'Homme, une audience à Jacques Chirac « dans les meilleurs délais » pour lui demander « le droit au retour en France des travailleurs expulsés et l'arrêt de toute nouvelle mesure d'expulsion ». Comme si, indépendamment du rapport de force (qu'ils sabotent sans vergogne !) Chirac pouvait accepter d'annuler les initiatives de son collègue Ponia... Les résidents en lutte, en boycottant la manifestation révisionniste de St Denis, mardi, ont jugé par avance, ce genre de « soutien » !



travailleurs descendre dans la rue et crier leur haine de ce régime qui réprime et expulse.

« Les camarades seront tous là, sois-en sûr », m'explique un travailleur du foyer, « tous les foyers se tiennent prêts depuis une semaine, les plus éloignés descendront en cars... » Aucun des travailleurs que nous rencontrons dans les couloirs de l'immeuble n'oublie que ces derniers jours, toute une solidarité s'est créée dans les usines, les quartiers autour des résidents en lutte depuis des

diviser à tout prix... Les camarades français ne peuvent pas penser la même chose que lui ». Un travailleur l'interrompt : « Oui, mais Giscard, il fait la loi... Et la Sonacotra, elle dit que c'est interdit aux immigrés de faire la grève des foyers ». « Mais qu'est-ce qui lui fait peur à Giscard, reprend l'ouvrier algérien, c'est qu'on défend nos droits et que depuis des mois, on est unis, que les foyers luttent au coude à coude ».

Tous les discours insultants

puissante qu'elle soit, sera une étape : « La lutte ne s'arrêtera pas là, cette manifestation servira à l'unité de notre lutte » s'empresse d'ajouter un membre du Comité de Coordination. Certains camarades ont peut-être été surpris par l'ampleur de la répression, mais ils reprendront confiance que c'est possible de mettre à genoux la Sonacotra. « On vise plus loin, renchérit un autre militant qui s'occupe des préparatifs de la journée de samedi, notre objectif, c'est que tous les foyers de France se

lancent dans la grève des foyers ».

S'opposer à la répression féroce qui frappe nos frères de classe et exiger satisfaction de leurs revendications, c'est là une seule et même lutte ! C'est l'aspiration profonde des travailleurs immigrés, c'est là-dessus qu'il ne faut pas céder !

Julien LEBLOND

CGT-CFDT

QUELLE UNITÉ ?

BRUNE, les postiers contraints à la reprise

Le travail a repris à Paris-Brune, partiellement jeudi soir (50 % de grévistes) entièrement vendredi.

Cette lutte démarrée mardi dans la nuit contre le démantèlement du chantier Yvelines supposait de gagner l'ensemble des centres à la grève, ainsi qu'une extension rapide sur les autres centres de tri parisiens. Ces deux obstacles n'ont pu être levés : gagner l'ensemble des camarades supposait de débattre largement sur le démantèlement, de l'objectif que vise l'administration, de s'unifier. Pour l'extension malgré les paroles « enthousiasmantes » des directions syndicales CGT, CFDT, il n'y a eu que très peu de mobilisation sur les autres centres : les révisionnistes étaient introuvables mercredi soir et la marche sur Brune a été annulée !

Comment faire face au démantèlement ? S'unifier contre les plans de l'administration, quelle riposte y opposer en dehors des directions syndicales révisionnistes et réformistes ? Ces questions à partir de la lutte de Brune doivent être nécessairement et largement débattues par tous les postiers pour concrétiser cette aspiration à une lutte d'ensemble remettant en cause la politique de l'administration.

Corresp. PTT Paris Brune

● Jean-Claude Moreau, technicien à Usinor s'est tué en tombant du gueulard d'un haut fourneau de l'aciérie d'Usinor Dunkerque. C'est le 69^e mort à l'unité Usinor Dunkerque depuis son ouverture, il y a 12 ans.

● Cinq ouvriers de l'EDF ont été bloqués plusieurs heures dans une galerie souterraine d'une centrale de l'EDF, sous la mer de glace. Ils ont pu être sauvés à temps.

« Le problème n'est pas de se rencontrer, mais de savoir ce qui sort de ces rencontres », déclarait jeudi, Krasucki, à propos de son entrevue avec le ministre du chômage, Dura-four. Dans la situation où se trouve présentement l'unité syndicale CGT et CFDT qu'y aurait-il à dire d'autre, sur les rencontres « au sommet » des confédérations ? Un sommet un peu bancal, au reste, car Séguéy n'avait pas jugé utile de s'y rendre. Malgré ce camouflet pour la CFDT, chacun se congratule, comme si rien n'était ! Et pourtant !

● En plein compte-rendu de Conseil National d'avril 76, E. Maire avait lâché - au terme de griefs multiples contre la CGT (attitude de « cavalier seul » dans les luttes, par exemple pour les boîtes en lutte contre le chômage dans la région parisienne...) - cette sévère appréciation : La CGT place son propre renforcement au premier plan de ses préoccupations, au détriment de l'unité d'action avec la

CFDT ! C'était à quelques jours de la fameuse rencontre CGT-CFDT dont nous est né un vague appel à un « 1^{er} mai, tremplin pour l'action... ». Des membres du Conseil National avaient renchérit, en précisant que « même quand on veut être unitaire pour deux, encore faut-il... être deux ! »

● La réaction de la CGT, outre l'« oubli » de Séguéy, s'est traduite par une vigoureuse mise au point dans la Vie Ouvrière de cette semaine où René Buhl (secrétaire confédéral) accuse la CFDT de « vieilles calomnies anticégétistes » qui « en pleine période de montée des luttes », « ne peuvent que nuire au développement de l'action unitaire ».

● Et c'est vrai que les travailleurs en ont assez de ces querelles de boutiques qui effectivement nuisent au développement et des actions et d'une réelle unité syndicale de lutte de classe (à laquelle aspirent les travailleurs). Chez Olida, Bendix..., face

à la bourgeoisie, la classe ouvrière trouve dans une pratique quotidienne de la démocratie prolétarienne (Assemblée Générale, Commissions, Comités de grève composés de membres élus par les travailleurs et révocables par eux...) les moyens d'aboutir à une solide unité de combat.

Cette unité-là, reflète forcément un point de vue, le produit d'une lutte d'idées sur ce que sont les intérêts de la classe ouvrière, immédiats (ceux de la conduite de la lutte...) et fondamentaux (conception même du syndicalisme... projet politique, d'émancipation des travailleurs et moyen d'y arriver : quel parti ? Quelles garanties pour le socialisme ? Quelles alliances ?) C'est de cela que les travailleurs ont besoin de débattre ; c'est comme cela que se bâtit dans la lutte l'unité syndicale pour le socialisme vers laquelle de plus en plus les travailleurs portent leurs exigences !

● C'est pourquoi nous

n'avons pas à tomber dans les pièges trop faciles du sectarisme de boutique syndicale, mais au contraire à nous poser dans nos sections, dans nos unions et devant tous les travailleurs le pourquoi de ces querelles si vite suivies d'embrassades ? N'est-ce pas, en effet, pour « évacuer quelques difficultés internes, certaines réticences » (autrement dit : oppositions !) dans la CFDT comme dans la CGT ?

● Voudrait-on nous faire oublier que la contradiction principale dans le mouvement syndical face à la crise, n'est pas entre CGT et CFDT, pas plus qu'au sein de la famille déchirée du Programme Commun, mais entre les aspirations révolutionnaires des travailleurs et la volonté de domination idéologique et politique de ces gens-là sur nos syndicats ? En préparant le 1^{er} mai, nous nous battons pour l'unité révolutionnaire des travailleurs !

S. R.

LUTTES OUVRIERES

DBA-BENDIX (Drancy) :

«ON EN A ASSEZ DE VOIR PARADER LES CADRES»

«Pour une fois, ils se sont levés de bonne heure», «quand c'est pour nous jouer un sale coup, ils sont toujours là, ceux-là !» La colère monte à Bendix contre les cadres qui s'affichent à la loge d'entrée, avec leur morgue provocante. C'est l'image du refus patronal de céder quoi que soit... Dans le froid vif, ce contre-piquet aiguise les réflexions : «Comme si c'était leur place ! Si nous on occupait, au moins il y aurait peu de chance de les voir battre la semelle ; ils seraient moins fiers !» Chez de nombreux ouvriers, jeunes et immigrés surtout, il y a un certain grief qui se fait jour : «A force d'attendre que ça soit mûr pour l'occupation, la grève risque d'être cuite !» grognait un vieux travailleur en écho des récriminations de jeunes grévistes sur le nombre plus important d'ouvriers au travail. «C'est à nous qu'il faut s'en prendre : il faut être plus dur contre le patron et ses larbins ; alors les hésitants verront où est la force» disait un ouvrier immigré, qui expliquait le problème des travailleurs sous contrat coincés dans ce conflit : «Tu comprends, le camarade qui a un poste de trois mois ou six mois comme ça, s'il est pas sûr qu'on peut le protéger, il va au boulot». Surtout que pour éviter les confrontations avec le piquet de grève (où la discussion fraternelle, l'argumentation politique choisie peuvent faire basculer dans l'action de nombreux

hésitants) la direction a fait ramasser des intérimaires, immigrés pour la plupart, dans les foyers à cinq heures du matin. «C'est dingue : ils ont même créé une espèce d'équipe de nuit pour la circonstance ; quand on est arrivé, les presses fonctionnaient. Ils ont essayé de faire la production, mais ça coin-

tronaux et remobiliser les grévistes «pour qu'on aie vraiment le rapport de force !»

«Parce que si on n'est pas plus au piquet, c'est pas seulement parce qu'il fait froid et si on n'occupe pas, c'est pas parce que c'est pas possible». Chez ces travailleurs, CGT comme CFDT,

Nombreux sont ceux qui témoignent de leur confiance et leur solidarité avec les Bendix. Ceux-ci d'ailleurs ne sont pas repliés sur leur lutte ! En témoignent les deux affiches du Comité de Coordination Sonacotra que les ouvriers CFDT ont placé à l'entrée pour aller manifester à Barbès samedi, avec l'ac-



ce : ils manquent déjà de pièces !» précisait des délégués CFDT.

C'est pour cela que ce n'est pas le moment de flancher. Toutes les hésitations présentes actuellement dans la lutte commencent à être discutées au piquet et en Assemblée Générale, pour enrayer les manœuvres pa-

des doutes subsistent : «Est-ce qu'on serait assez nombreux à occuper ? Et l'isolement ?»

Sur ce dernier point pourtant, les choses sont assez claires : les ouvriers de chez Roméas (Le Bourget) eux aussi en grève, les étudiants de Villetaneuse et Dauphine, les hospitaliers de Bobigny...

cord de leurs camarades CGT ou non syndiqués, unis contre la répression. Tous sont pleins de haine de classe et de mépris pour les propos de Giscard, commentés ici comme «une provocation», «un appel à se serrer la ceinture et s'écraser» massivement refusé, dans l'action.

Stéphane RAYNAL

SNCF - Epinal : grève contre 44 suppressions de postes !

Pas plus tôt finie la lutte nationale des cheminots, la SNCF s'en donne à cœur joie pour accomplir de nouveaux forfaits (répression à Dijon, suppression de résidences et de postes). L'emploi sur place est menacé à Epinal (mutations sur Nancy et Blainville) «pour réorganisation des services» ! Depuis jeudi, les cheminots ont organisé localement la réplique : la quasi-totalité du service Exploitation (le bien nommé !) est en lutte, bloquant la gare (y compris par des rames de wagons). Malgré la mise en place de cars, il n'y a pas 50 % du trafic assuré sur les lignes des Vosges.

OLIDA - LEVALLOIS OCCUPÉ : LA LUTTE CONTINUE

Après plus de trois semaines, la lutte continue.

La direction avait tout de même fait parvenir à la fin de la semaine dernière une lettre à tous les travailleurs, essayant de les tromper en racontant «qu'elle faisait preuve de bonne volonté par ses propositions (retour aux 43 h 15, possibilité d'effectuer des heures de grève, pour le paiement des heures de grève...) et qu'elle devait faire face à des irréductibles à sein du comité de grève...».

L'expert nommé par le tribunal en référé a visité l'usine, ce dernier s'est cantonné à ne voir que deux choses :

- Que «la liberté du travail» n'était pas respectée ;
- Que «la viande stockée risquait d'être endommagée»....

De plus, les conclusions du tribunal ne seront connues que le 3 mai. La tactique de la direction est de laisser pourrir, tel est le point de vue de nombreux travailleurs en lutte aujourd'hui. Face à cette situation, la comité de grève s'efforce de développer le soutien. Mercredi matin, l'intersyndicale CGT-CFDT de PUK Levallois a organisé une collecte aux portes du laboratoire, 1027F ont été recueillis et portés par une délégation aux travailleurs d'Olida. D'autres collectes sont prévues par le Comité de grève et notamment, dans les gares parisiennes, pour cette fin de semaine.

Correspondant Levallois

SNIAS - CHATEAUXROUX

«DÉFENDRE L'EMPLOI À LA SNIAS, C'EST LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE DANS L'INDRE»

La SNIAS implantée à Déols-Chateauroux depuis 1937 (une des plus grosses parmi les rares usines du département de l'Indre) a décidé de fermer ses portes dans les deux ou trois mois, courant juin. C'est 500 travailleurs qui sont menacés de se retrouver sur le pavé, 500 travailleurs dont beaucoup travaillent à la SNIAS depuis de nombreuses années et qui sont décidés à lutter. Depuis quelques jours la grève a démarré.

Il est d'ailleurs difficile depuis quelques jours à Chateauroux ou à Déols à deux kilomètres, d'ignorer qu'ici, à quelques kilomètres en pleine campagne, ceux de la SNIAS ont repris une lutte qui a débuté il y a plus d'un an. A Chateauroux, vous êtes à peine sortis de la gare qu'un immense panneau blanc avec lettres rouges écarlates : «S'opposer à la liquidation de la SNIAS c'est combattre le chômage dans l'Indre». A Chateauroux, des panneaux comme celui-ci, il y en a plein. A quelques kilomètres sur la route ensoleillée on aperçoit la SNIAS. Il est 17 h, les militants CGT viennent nous ouvrir, nous entrons dans le local syndical : «Oui, ça y est, ils veulent fermer, il paraît que les réparations qu'on fait sur les appareils militaires, l'armée va les effectuer elle-même. Un autre motif de cette fermeture, ce serait que de nou-

veaux avions ont besoin de procédés différents de ce qu'on fait ici. C'est en tous cas ce qu'ils disent, enfin il y a tout un tas d'autres arguments. Nous nous voulons notre emploi, alors on est parti pour 48 h ; puis, depuis le 14/4, nous avons commencé une occupation partielle, c'est-à-dire de nuit ; tu vois, ce soir on va occuper à 20 ou à 30 comme chaque soir, les cadres aussi.

Nous allons monter la garde, ce n'est que le début et on sait que notre lutte sera longue, très longue».

Il y a un an déjà

Ici, ce n'est pas la première fois que la lutte s'engage contre la fermeture, en fait le mouvement qui s'amorce aujourd'hui n'est que la suite du mou-

vement qui s'est déclenché il y a un an. «Ici, on a une longue tradition de lutte, la fermeture, c'est connu depuis une paye, l'année dernière pendant trois mois on a lutté comme aujourd'hui et la direction a reculé pour six mois, ce fut une première victoire».

«A l'époque, on avait mobilisé la population, fait des manifs spectaculaires, on avait bloqué les points stratégiques de l'usine comme le standard, le télex, on a immobilisé les avions. A l'époque, on avait imposé un rapport de force». De cette première lutte, aujourd'hui les travailleurs tirent des leçons. Ils savent déjà qu'il est possible de faire reculer les patrons si on mène une lutte sans concessions ; en ce sens les travailleurs ont aujourd'hui derrière eux un certain nombre d'acquis. Mais le recul imposé arrive à expiration.

La bourgeoisie, toujours, à plus ou moins long terme, tente de remettre en cause ce qu'ont obtenu les travailleurs ! Alors aujourd'hui, «c'est un combat sans merci qu'il va falloir livrer. Il va falloir mettre les bouchées doubles».

L'Indre doit vivre

Mais ce conflit dépasse largement le cadre de l'usine ; le combat des travailleurs de la SNIAS, c'est véritablement le combat de tout un département pour sa survie ; refuser la fermeture de la SNIAS, c'est refuser plus largement le projet de la bourgeoisie de transformer l'Indre en un désert industriel, en fermant successivement les unes après les autres les différentes industries comme cela se passe depuis un certain nombre d'années. C'est refuser de s'exiler car pour un travailleur au chômage, il n'y a pas d'autre solution. «Quand nous disons «non à l'exode de nos enfants», «non à la déportation», il faut bien comprendre que ce ne sont pas des mots d'ordre sentimentaux : notre lutte c'est une lutte pour que vive le pays !»

Et c'est vrai qu'ici, il y a des milliers de chômeurs qui attendent, plus des milliers d'autres qui ont bouclé la valise pour Orléans, Vierzon, dans l'espoir de trouver un travail... qui là-bas aussi se fait attendre. Les journaux lo-

caux pour démobiliser les travailleurs de la SNIAS titrent : «La SNIAS, c'est bien fini... Mais Chateauroux n'est pas abandonné». Bref, on appelle les travailleurs à compter sur le bon vouloir du préfet, membre du cabinet de Poniatowski. Des emplois vont être créés, paraît-il. Les travailleurs connaissent ça : «La SAVIEM aussi devait s'implanter, mais on attend toujours !»

Une réplique à l'échelle du trust

En fait, les travailleurs sont conscients, seule la lutte va imposer des emplois : «Depuis un demi-siècle, les travailleurs berichons s'exilent alors c'en est trop». La direction offre «généreusement» quelques emplois à Toulouse ou à Bourges ! «En fait, la fermeture de la SNIAS, ça veut dire ni plus ni moins que 2000 personnes (familles, enfants) devront tout vendre et partir, sans compter les commerçants. On comprend dès lors qu'ici, lorsque les travailleurs vont dans les cités, on leur dit «nous on vous soutient, il n'est pas question que vous soyez licenciés». Et dans les

quartiers, les autres travailleurs, les jeunes, les ménagères commencent déjà à participer activement au combat en collant des affiches. Aujourd'hui, c'est la grève générale interprofessionnelle dans l'Indre autour des travailleurs de la SNIAS ! Une manifestation a lieu aujourd'hui à Chateauroux. Les travailleurs de nombreuses usines de la ville y participent. «Aujourd'hui, nous faisons une journée d'action pour montrer que nous refusons que l'Indre devienne un réservoir de chômeurs mais la journée d'action ce n'est pas un finish, ce n'est qu'un début, il faudra que ça continue après.

Il faut avoir le plus de monde possible avec nous aujourd'hui à la SNIAS si on veut gagner ; la population de Chateauroux sera pour une grande part associée à la lutte et bien entendu à la victoire, parce qu'on gagnera». Mais «aujourd'hui, pour gagner, il nous faut élever la lutte à un niveau plus élevé, donc national». Et cette attente d'une réplique à l'échelle de tout le trust marquait tous les travailleurs de Déols rencontrés.

Richard FEUILLET

ETUDIANTS

Suite de la p.1

HIER À PARIS, PLUS DE 50 000 ÉTUDIANTS ET LYCÉENS DANS LA RUE

Une voiture de sonde et une large banderole annoncent les CET et les lycées. Les slogans sont repris plus mollement. Perdus dans les rangs des lycéens, les étudiants de Necker et Saint Antoine réclament une médecine au service du peuple. Vers 18 h 30, les derniers rangs quittent la Bastille, c'est au moins 40 à 50 000 étudiants et lycéens qui sont dans la rue.

Cette mobilisation considérable témoigne de l'élargissement du mouvement mais porte aussi les marques de ses contradictions. Peu de slogans nouveaux, les lycéens reprennent leur vieux mot d'ordre «on viendra à bout d'Haby», les étudiants répètent «chômage ras le bol» ou «abrogation de la réforme Soisson». Mais un certain nombre de slogans indiquent une progression : «Dehors, dehors le régime Giscard, il tue les paysans, expulse les immigrés, matraque les étudiants». Une large partie des étudiants place donc consciemment sa lutte aux côtés de la classe ouvrière.



Les récupérateurs patentés de l'UNEF révisionniste se font discrets, c'est que certains slogans les visent directement : «UNEF trahison», et aussi «SNES-Sup trahison». La camelote capitulaire pas-

se de plus en plus mal.

Mais la lenteur dans la progression politique pèse lourdement sur le mouvement. Dans bien des conversations, les étudiants envisagent de dépasser ces contradictions par un durcissement

dans la violence. Mais un tel recours peut-il remplacer le nécessaire débat pour une clarification politique ? Déjà dans plusieurs facs, les étudiants se sont rangés aux côtés des ouvriers, en soutenant la grève à la Sonacotra,

La plupart des facs parisiennes (ralliées à la motion 2 de Toulouse) appellent à manifester samedi aux côtés des travailleurs immigrés et sur les mots d'ordre du Comité de Coordination des Foyers. Partout ce soutien a été obtenu à la suite d'un débat politique souvent riche sur le type de liaisons étudiants-travailleurs à construire. Mais ce débat reste malheureusement très morcelé. En témoigne cette manifestation : la volonté affirmée par ces mêmes facs d'essayer de présenter dans le cortège un pôle politique sur des mots d'ordre ne se contentant pas d'exiger l'abrogation, mais remettant en cause l'université de classe et au-delà la société capitaliste, sur des mots d'ordre affirmant une liaison révolutionnaire, anti-capitaliste entre ouvriers et étudiants, ne s'est pas réellement concrétisée sur le terrain. Il n'y a pas eu aujourd'hui ce que beaucoup attendaient : la coordination et l'affirmation claire même si minoritaire, d'un pôle révolutionnaire dans le mouvement étudiant.

en bref...

● LYCÉES EN GRÈVE A LYON VENDREDI :

Colbert, St Exupéry, les Tchécoslovaques, Martignère Montplaisir, Martignère Augustins... Dans certains lycées, il y a eu des contre cours, des forums sur l'école, le chômage... Un sit-in à la Part-Dieu regroupant 500 lycéens. Il y a eu un rassemblement étudiants-lycéens à 17 h. devant le hall du journal «le Progrès» pour dénoncer le silence du «Progrès» sur la lutte des lycéens et des étudiants.

● LE PS CONTRE LA FUSION ELF-AQUITAINE :

Le PS a menacé le gouvernement de saisir le conseil constitutionnel pour empêcher que la fusion Elf-Aquitaine soit décidée sans le contrôle du parlement. Le transfert d'une entreprise publique au secteur privé est en effet théoriquement de la compétence du parlement.

Jussieu : la voie révolutionnaire s'affirme

Préambule à la manifestation du soir, une série de «forums» se sont tenus hier de 11 heures à 17 heures à la faculté de Jussieu. En accédant sur la grande terrasse de Jussieu, ce qui saute aux yeux, c'est la grande animation qui y règne. Une énorme sonorisation diffuse en permanence des airs de musique. Partout des panneaux annoncent les divers forums, les étudiants se pressent autour des tables de presse. Des groupes de lycéens, d'étudiants vont et viennent.

Au forum sur «les luttes et échanges d'expériences», dans un amphibondé, la discussion porte sur les diverses actions dans diverses villes. Sont présents des étudiants d'Orléans, du Mans, de Nancy, de Lyon, de Caen, de Poitiers, de Metz, de Cler-

mont, etc... On assiste à l'énumération souvent lassante et relativement apolitique de réunions, d'actions, citant sans approfondir : «on a fait une réunion «femmes» ou «immigrés», etc...

Dans la salle, les étudiants marquent une cer-

taine déception «on ne pose pas la question de la place de notre lutte ; on effleure les sujets, on ne tient pas compte du durcissement gouvernemental», mais n'interviennent pas.

Au forum «lycéens», l'assemblée est plus attentive, le débat plus animé : «Pourquoi l'alliance avec les ouvriers ?» On la définit comme «la lutte commune contre le capital, ouvriers, paysans, lycéens, se donnant ce même ennemi». La présence d'un groupe de spontanéistes provoque un vif débat sur la drogue, où

ces derniers se retrouvent rapidement isolés.

Dans un autre forum, les trotskystes, marchands d'illusions tentent péniblement de justifier leur alliance avec l'UNEF, Pcf, au nom de «la victoire possible», de l'abrogation de la réforme. Ils tentent en permanence de ravalier la position de la «motion minoritaire» de Toulouse, à un sectarisme d'organisations ; un débat s'engage sur la nature de «la lutte entre révolution et réforme au sein du mouvement», montrant la nécessité d'approfondir la politisation révolutionnaire des étudiants, et les pas qui ont été franchis par la lutte actuelle, rejetant le petit monde des rivalités de groupuscules pour engager la lutte de lignes politiques. La salle fait largement corps autour de ce point de vue, de la dénonciation de l'école de classe.

Au forum «Sonacotra», un groupe d'étudiants écoute le récit de la lutte des foyers, l'exposé des revendications et l'action du Comité de Coordination. Au tableau est inscrit «Demain 9 h Jussieu, préparation de la manifestation des foyers».

Ce qui ressort, globalement, de ces forums, de l'avis des étudiants c'est malgré une certaine confusion, la marque d'une combativité réelle des étudiants, et hormis deux forums, une difficulté à se dégager de l'emprise révisionniste et trotskyste.

Toulouse : sauvagerie policière contre les étudiants

Au cours d'une conférence de presse organisée par le MAJ (Mouvement d'Action Judiciaire) et les étudiants en lutte, les étudiants inculpés à la suite de la manifestation du 13 ont témoigné de la sauvagerie policière dans les commissariats toulousains. Parmi ces témoignages, citons : un handicapé physique, tabassé, qui a déclaré : «Plus je disais que j'étais handicapé, plus ils tabassaient». Des filles traitées comme des chiennes, fouillées avec des déshabillages répétés devant des fenêtres, tabassées. Au cours du tabassage, les flics disaient : «Tapez dans le ventre, ça ne laisse pas de trace».

Un lycéen sortant d'un examen est accusé d'avoir sur lui un cocktail molotov ; en fait une dizaine de flics lui ont sauté dessus en essayant de lui mettre dans les mains un cocktail molotov. L'entreprise révélerait qu'il n'y a pas de trace de ses doigts sur le

cocktail molotov. L'étudiant a décidé de porter plainte contre trois flics pour faux témoignage.

Une journée de grève en signe de solidarité a été organisée dans son lycée.

Des menaces précises ont été formulées contre lui par des policiers, une fille a été agressée par des nazis, qui l'ont violée par deux fois, lui ont dessiné des croix gammées sur la poitrine et sur le front. Quand elle est allée porter plainte auprès de la police, les flics lui ont montré des photos d'étudiants en disant que ceci avait été fait par des étudiants d'extrême gauche qui voulaient avoir un martyr.

Face au déchainement bestial et au silence de la presse, les étudiants s'organisent pour faire l'information.

Corr. Toulouse

INFORMATION GÉNÉRALES

CLIOQUINOL : 30 000 INFIRMES ET 1 000 MORTS

Un article du dernier numéro du «Coopérateur de France», présenté par le Dr Henri Pradal met en accusation le Clioquinol médicament utilisé largement dans le monde entier. Ce médicament vient d'être l'occasion de 17 procès au Japon. Il est reproché à cette substance de provoquer des troubles optiques et nerveux allant jusqu'à la paralysie des membres.

Ce médicament est présent dans de nombreux produits vendus pour atténuer les douleurs digestives, les «dérèglements intestinaux» : il est inclus dans de nombreux médicaments vendus en

France, sous le nom de Mexaforme, Quinocarbine, Entero-Vioforme, Muci-Bacter, etc...

Sur les 12 produits en vente, 6 sont vendus sans ordonnance, 6 sur ordonnance. Les plus dosés d'entre eux dépassent la dose permise (750 micro.gr.). Les cas d'intoxication au clioquinol sont nombreux dans la presse médicale : «Par exemple, celui d'un malade qui au bout de près d'un mois de traitement, est atteint de paralysie des jambes et des bras. Au Japon, ce sont des milliers d'aveugles et de paralytiques que l'on dénombre».

Au Ministère de la Santé, à

Paris, on déclare : «Ce produit n'est interdit nulle part, il faut simplement ne pas l'utiliser à trop fortes doses ni trop longtemps. Dès l'apparition des premiers troubles, il faut interrompre le traitement» !

Le laboratoire Giba déclare de son côté que «toutes les précautions sont prises» ! Comment peut-on leur faire confiance ? A cela, il faut ajouter qu'un colorant très utilisé dans les produits alimentaires, le E 104 est un dérivé du clioquinol. L'assassinat des milliers de travailleurs, voilà où mène le mépris et la soif du profit des trusts pharmaceutiques !

en bref... en bref...

● LES PRIX DES MÉDICAMENTS :

La commission Guinard créée par le ministre de la Santé pour étudier les prix des médicaments, vient de donner ses conclusions : elle propose de classer les médicaments selon leur degré de nouveauté. Ce n'est pas ça qui fera peur aux trusts pharmaceutiques.

● LES COMPTES DE LA NATION :

Nouvelles hypothèses du gouvernement pour les comptes de la nation de cette année : les prix, selon Fourcade devrait augmenter de 8,5% et le taux de croissance de la production devrait être de 5%.

BRÉSIL DEHORS GEISEL

Lundi, le général Geisel, chef d'Etat du Brésil, arrive en visite officielle en France pour trois jours. La présence sur notre sol du chef de file du régime qui a servi d'exemple aux généraux chiliens et argentins sera dénoncée par tous ceux qui ont à cœur de soutenir les peuples d'Amérique Latine.

Le coup d'Etat du 31 mars 1964 marque une fin et un début dans la vie du peuple brésilien : avant une relative liberté démocratique avait permis un développement important des luttes des ouvriers, des paysans et des soldats : des luttes pour une réforme agraire, pour la limitation des bénéfices des entreprises étrangères, pour la démocratie dans les casernes. Les impérialistes et leurs alliés internes considèrent comme un grave danger toutes ces luttes et les élections auraient permis la mise en place d'un gouvernement «de gauche» nationaliste.

UNE EXPLOITATION FEROCE

La base de la politique économique de la bourgeoisie au service de l'impérialisme se caractérise par la baisse des salaires qui provoqua entre 65 et 67 une diminution très importante du pouvoir d'achat des travailleurs. Les propres indices gouvernementaux publiés par le «Jornal do Brasil» confirment la diminution successive du pouvoir d'achat réel, en moyenne 15% par an et ces chiffres sont bien en dessous de la réalité.

La justification pour continuer indéfiniment la dictature consiste dans le prétendu «miracle économique» avec des indices d'accroissement du produit national brut de l'ordre de 10% par an entre 70 et 74, obtenu par l'aggravation à des niveaux intolérables de l'exploitation des travailleurs.

PARADIS DES MULTINATIONALES

Un des indices de l'exploitation féroce sur les masses populaires est par exemple que les indices de la mortalité infantile dans l'Etat de Sao Paulo a pratiquement doublé en 10 ans. Les morts par accident de travail ne se comptent plus... Mais le prix du fameux «miracle» ne fut pas seulement humain. En terme de politique économique, il représente une dépendance sans précédent de l'économie brésilienne par rapport à l'Europe Occidentale, au Japon et surtout aux Etats-Unis.

La législation ne met aucune limitation pour le transfert des bénéfices à l'étranger. Les investissements étrangers dans le secteur industriel ont doublé en comparaison avec la période antérieure au «miracle». La politique des différents gouvernements a été de maintenir le niveau des salaires toujours inférieurs à celui de l'inflation ce qui a permis une grande extension des bénéfices. Par secteur, les multinationales détiennent 98% de l'industrie des transports, 93% des produits pharmaceutiques, 76% du matériel électrique, 74% de l'industrie mécanique et de la pétrochimie, 91% de l'industrie du tabac...

LA REPRESSION : LA BASE DU SYSTEME

Une telle situation réalisée au Brésil par l'impérialisme n'est possible

qu'avec la violence d'un gigantesque appareil répressif.

Les avocats des prisonniers politiques comptaient à plus d'un million les Brésiliens qui passèrent par les prisons de la dictature. Plus de 30 000 personnes furent poussées à l'exil. Le nombre des assassinats dans les chambres de tortures n'est pas bien établi mais si l'on en croit l'organisation «Amnesty International» il est de beaucoup supérieur à mille.

La dictature brésilienne exerce son pouvoir à travers un système de lois répressives, par lequel l'Etat intervient dans tous les domaines. De la loi n°4330 dite loi anti-grève, à la constitution de syndicats verticaux, en passant par le code qui définit les rapports entre ouvriers et patrons («La consolidation des lois du travail»), ce cadre institutionnel n'a qu'une constante : le mépris pour la vie du peuple, le souci de l'exploiter dans des proportions qui parfois ne permettent même pas la reconstitution des forces.

Dans de telles conditions, il est évident que le respect de l'habeas corpus est inexistant. Des polices politiques, en particulier le CODI (Centre d'Opérations pour la Défense Intérieure), avec ses départements d'informations, d'opérations, etc... ; l'armée, qui participe directement aux massacres (par exemple lors des explosions de colère contre les transports à Santos Jundiá); les polices privées des entreprises qui sont composées d'ex-militaires travaillant en collaboration avec les services officiels. Tous ces organismes assassinent. Il n'est pas rare de retrouver des corps de détenus torturés, inconscients, laissés dans un terrain vague.

Le cas le plus récent est celui de Wladimir Herzog, assassiné en octobre dernier. Il a aussi une valeur de symbole : 20 000 Brésiliens ont assisté à une messe d'enterrement.

Dans cet assassinat, est la réalité du Brésil. Dans cette riposte, réside son avenir.

Au Brésil, un peuple lutte. La dictature torture et assassine.
Dehors Geisel, le bourreau du peuple brésilien
MEETING POUR LE SOUTIEN AU PEUPLE BRÉSILIEN
MUTUALITÉ LE 28 AVRIL à 20 h 30



Rio de Janeiro : la police politique à l'action...

LIBAN

LES «PARTIS PROGRESSISTES» LANCENT UN ULTIMATUM

Frangié, le président de la république, pro-américain, refuse toujours de signer l'amendement de la constitution pour permettre aux députés l'élection d'un nouveau président. Face à ce refus qui bloque toutes solutions politiques, un communiqué a été diffusé à la radio par les «partis progressistes» disant que si Frangié ne démissionnait pas d'ici le 2 mai, date avant laquelle il devra signer l'amendement, suivant la constitution, ils mettraient «un gouvernement révolutionnaire dans les secteurs qu'ils contrôlent et libéreraient par force les secteurs tenus par la droite». Il s'agit d'un ultimatum lancé par ces forces pour obliger le président à démissionner le plus vite possible. Cet ultimatum pose certains problèmes : un gouvernement pour la région contrôlée par les forces patriotiques signifie accepter, du moins pour un certain temps, la partition.

Surtout qu'à l'heure actuelle, les Phalanges organisent la région qu'elles contrôlent en vue d'une prochaine partition.

Les combats se sont poursuivis pendant ces derniers jours. Le quartier de Nabaa est toujours encerclé par les Phalanges et aucun habitant ne peut plus sortir. Un dispensaire a été touché par les obus. 40 personnes ont été tuées.

Dean Brown, l'envoyé américain au Liban, qui y a passé presque un mois, vient de quitter le pays pour rejoindre Kissinger. Il a subi un échec dans sa tentative de détériorer les relations entre les forces patriotiques au Liban, la Résistance Palestinienne et la Syrie, surtout après l'accord qui a été signé entre la Résistance et la Syrie. Mais on peut se demander s'il n'a pas réussi dans sa tentative de faire avancer la partition.

Palestine occupée : Répression sioniste face à la montée des luttes palestiniennes

Les forces d'occupation en Palestine occupée ont augmenté leurs effectifs de répression ces derniers jours face à la montée des luttes du peuple palestinien. A Tulkarm, le couvre feu a été établi avec force, à Naplouse, un rideau de barbelés de fer a été mis à l'entrée du camp où vivent la grande majorité des Palestiniens. Les arrestations continuent, les soldats obligent les commerçants à ouvrir leurs boutiques. M. Hilmi Hanoun, maire de Tulkarm, a déclaré : «Il y aura de l'agitation et des affrontements aussi longtemps que les Israéliens poursuivront leur politique d'installation des colonies dans les zones arabes».

A Jenin, les sionistes viennent d'arrêter 40 habitants sous prétexte qu'il s'agit de «saboteurs». Tous les moyens sont bons pour les occupants quand il s'agit de réprimer le peuple palestinien. Ils affirment qu'il s'agit de militants palestiniens. Ils affirment qu'il s'agit de militants de Fath et du FPLP qui ont organisé des opérations militaires depuis un an déjà.

Italie : DISCUSSIONS SANS PERSPECTIVES

A Rome, la montagne a accouché d'une souris : la grande rencontre au sommet entre Zaccagnini, de la démocratie chrétienne et Berlinguer, dirigeant du PC n'a rien donné ; en tout cas, rien qui mérite une déclaration. Le parti révisionniste ne demande pas une participation au gouvernement, mais une position de parti «responsable».

Une tendance du parti gouvernemental, celle de Zaccagnini semble prête à lui laisser cette place, encore faudrait-il que tout le monde se mette bien d'accord sur les conditions de cette association, et on en est loin... De plus, le parti socialiste continue à boudier, car il mise sur les élections, et, curieusement, les révisionnistes pourraient servir d'entremetteurs entre le PS et la DC. Toute

cette cuisine parlementaire commence à sentir le brûlé, et il semble bien que les élections soient inévitables : toutes les manœuvres des partis visent désormais à en rejeter la responsabilité les uns sur les autres.

En même temps, la liste des scandales de la démocratie chrétienne s'allonge : deux officiers des services secrets, accusés de complicité avec les auteurs de l'attentat fasciste de Milan, viennent d'être remis en liberté. D'autre part, le bruit a couru avec insistance à Rome que le président de la République en personne serait mêlé à l'affaire des pots de vin Lockheed. Cela n'arrangerait pas la réputation de la DC, et s'il devait démissionner, la crise serait précipitée.

AUJOURD'HUI, JOURNÉE HAÏTIANO-DOMINICAINE

Le 24 avril de cette année, de 14 h 30 à 20 h 45, le Comité Santo Domingo et le Kopadae (Comité des Organisations Patriotiques et des Démocrates Haïtiens en Europe) organisent au 44, rue de Rennes (Paris 6^e) une journée haïtiano-dominicaine anti-dictatoriale et anti-impérialiste.

TIMOR

Le conseil de sécurité de l'ONU a adopté jeudi une résolution demandant à l'Indonésie de retirer sans plus tarder toutes ses forces du territoire de Timor oriental, qu'elle a envahi.

PORTUGAL

Après l'attentat contre l'ambassade de Cuba à Lisbonne, qui a fait deux morts et quatre blessés, des manifestations se sont produites dans le quartier, aux cris de «Mort à la CIA» et «A bas le fascisme».

CAMBODGE

Tous à la soirée commémorative Pour le 1^{er} anniversaire de l'indépendance nationale du Cambodge

Organisée par LE COMITÉ DU FUNK EN FRANCE SAMEDI 24 AVRIL A 20 h 30 MUTUALITÉ

KISSINGER EN AFRIQUE

Kissinger est parti, en Afrique. Son voyage lui fera visiter de nombreux pays au cours d'un voyage de treize jours. Un des principaux aspects du voyage est la rencontre qu'il doit avoir avec les personnalités africaines de Zimbabwe (Rhodésie). Avant son départ, il a tenu une conférence de presse où il a affirmé que les Etats-Unis étaient pour l'application de la règle de la majorité noire dans les pays d'Afrique australe, ce qui n'a pas empêché les USA de soutenir les racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie.

L'Afrique bouge. Et les puissances occidentales qui contrôlaient jusqu'à présent un grand nombre de pays voient leur puissance s'effriter. La chute de l'empire portugais a encore accéléré le cours des événements, le faisceau des accords de coopération est largement remis en cause. La France et

la Grande-Bretagne peinent de plus en plus pour maintenir leur empire, sous la forme définie en 1960 par l'établissement de gouvernements dévoués à la métropole.

L'URSS en profite pour se lancer à l'assaut de l'Afrique, en se présentant comme un allié des peuples africains. Elle utilise sa puissance militaire, comme en Angola, pour tenter de s'affirmer en nouveau maître de la région, surpassant les Etats-Unis dans l'engagement militaire.

Après l'échec de l'Angola, le voyage de Kissinger apparaît comme une tentative de remonter la pente et de réaffirmer la présence US en Afrique.

Mais ils doivent tenir compte de la volonté des peuples de voir disparaître les régimes racistes en Afrique, ce qui compromettrait le principal verrou impérialiste en Afrique.

INTERNATIONAL

Elections au Vietnam

VERS LA RÉUNIFICATION

Jean-Pierre CHAMPAGNY

Dimanche 25 avril, les Vietnamiens du Nord et du Sud vont voter pour élire une Assemblée Nationale unique. Un an après la libération de Saïgon, c'est la réunification du Vietnam qui se concrétise. Cette réunification, unanimement souhaitée par le peuple, est une condition essentielle de l'avancée du pays vers le socialisme. Les élections ont été décidées à la suite d'une conférence consultative en novembre et d'un recensement de la population au Sud. Elles ont été précédées de larges discussions dans les masses pour le choix des candidats.

L'unité ne pouvait se décréter d'un jour à l'autre, car d'importantes différences existent entre le Nord et le Sud. Le Nord est engagé dans la voie du socialisme depuis 20 ans, tandis que le sud est engagé dans la révolution démocratique. Dans le Nord, l'économie comporte essentiellement deux secteurs : le secteur d'Etat et le secteur collectivisé, tandis qu'au sud, des éléments d'économie capitaliste subsistent. De

plus, le Sud est durement marqué par des années d'occupation américaine : une ville comme Saïgon était tout entière organisée en fonction de l'occupation. Comme le dit un intellectuel vietnamien : « J'ai vu de nombreux jeunes paysans, tous pleins de candeur, et d'innocence arriver à Saïgon dans un état pitoyable, sans aucune ressource, et devenus plus tard des gens pervers. Bien des jeunes gens s'enrô-



Le peuple du Vietnam, au Nord et au Sud, réalisent le mot d'ordre d'Ho Chi Minh : « Rien n'est précieux que l'indépendance et la liberté ».

laient dans l'armée et bien des jeunes filles se prostituaient. Le véritable génocide consiste à transformer les gens en demi-monstres, en hommes et en femmes qui n'ont rien

de commun avec leurs compatriotes ».

Mais, comme le dit Trung Chinh : Les ressemblances sont fondamentales, tandis que les différences ne sont que conditionnelles et provisoires ».

UN SEUL PEUPLE, UN SEUL PAYS

La nation vietnamienne existe depuis longtemps. Elle a 4 000 ans d'histoire. C'est la colonisation qui a divisé le pays en trois secteurs d'abord. Ensuite, après la lutte de libération contre l'impérialisme français, les accords de Genève en 1954 ont divisé le pays en deux zones suivant le 17^e parallèle. Il ne s'agissait pas d'une frontière, mais d'une ligne de démarcation ; des élections générales libres devaient être organisées dans un délai de deux ans. En fait les impérialistes américains et leurs fantoches ont saboté l'application de ces accords en empêchant les élections et la réunification. Ils ont orga-

nisé l'évacuation des catholiques du Nord vers le Sud, ils ont empêché les communications entre les deux zones, séparant ainsi de nombreuses familles.

Mais cette division forcée n'a fait qu'augmenter l'unité dans la lutte du peuple vietnamien. Beaucoup de jeunes originaires du Sud et réfugiés au Nord sont revenus s'engager dans les forces de libération. La population du Nord, arriérée du front que constituait le Sud s'est constamment mobilisée pour le soutenir. L'ensemble du peuple vietnamien a toujours considéré Ho Chi Minh comme son dirigeant.

L'année dernière, les explosions de joie populaire à chaque ville libérée prouvaient de manière éclatante cette aspiration à l'unité : chacun pouvait retrouver son quartier ou son village, des familles séparées depuis des années étaient réunies : à Da Nang, Hué, Saïgon, le peuple faisait son union retrouvée.

Depuis un an, les grands progrès faits par le Sud avec l'aide fraternelle du Nord pour reconstruire le pays et lutter contre les résultats de l'impérialisme, permettent d'envisager aujourd'hui la constitution d'un Etat unique.

LA RÉUNIFICATION EST POSSIBLE AUJOURD'HUI

Le chemin parcouru par le Sud depuis un an montre que cette marche à l'unité peut être rapide. Des milliers d'usines ont repris leurs activités, les voies de chemins de fer sont réparées. Un million de paysans qui avaient été déportés dans les camps autour des villes ont pu retrouver des terres dans leur village natal.

Le pouvoir révolutionnaire a pu édifier un secteur économique d'Etat et lutter victorieusement

DES ÉLECTIONS VRAIMENT DÉMOCRATIQUES

La loi électorale qui va être appliquée comporte des points caractéristiques : ainsi, les minorités nationales ont un droit de vote à part entière alors qu'elles étaient opprimées sous le régime de Thieu. La grande majorité des anciens officiers et membres de l'administration de Thieu peuvent jouir de leurs droits civiques, après avoir suivi des stages de rééducation. En ce qui concerne les candidats, ils sont choisis par les gens qui les connaissent, dans le cadre des organisations de masse révolutionnaires qui se sont constituées depuis un an. La campagne électorale, critère par excellence de la fausse démocratie bourgeoise n'existe pas. Un juriste vietnamien explique ainsi cette mesure :

« Lors des élections antérieures, tout candidat avait le

droit de mener des campagnes électorales, et pour bénéficier de ce droit, il avait l'obligation de verser une caution ; et puis pour entreprendre des campagnes électorales, il devait avoir également de l'argent ; cela empêchait les hommes honnêtes de poser leur candidature, seuls les hommes riches et puissants pouvaient poser leur candidature, et cette puissance, ils la devaient à leur fortune ou à des forces étrangères. Par contre, si les candidats ne sont pas autorisés à mener des campagnes électorales, ils doivent être connus par leurs vertus ou leurs activités révolutionnaires. L'interdiction d'entreprendre des campagnes électorales signifie qu'en postulant leur candidature, ils ne sont pas soucieux de leur propre intérêt, mais de l'intérêt de la population ».

contre la spéculation, la fraude et la contrebande. Mais, surtout, on a pu voir que la population d'une ville comme Saïgon - Ho Chi Minh-Ville a participé avec enthousiasme à la constitution de comités révolutionnaires pour maintenir l'ordre, la sécurité, reconstruire l'économie et assurer du travail à tous. Le témoignage d'une habitante de Saïgon donne une illustration de cette nouvelle atmosphère : « Ce sera peu de te dire que la vie de notre quartier a changé du tout au tout. L'atmosphère anarchique, les concerts de klaxons et les nuages de poussière, tout cela est fini. Aujourd'hui, la vie du

quartier est plus saine et plus animée ; des réunions, des chants ont lieu à toute heure de la journée, au milieu des rires... Nous avons pu créer des dizaines de groupes d'entraide familiale et commencer un gigantesque travail d'assainissement du quartier et mille autres petits travaux utiles ».

Ainsi, la décision de la réunification ne tombe pas du ciel, elle correspond aux aspirations du peuple, elle correspond aux conditions objectives, elle permettra d'accélérer l'édification du socialisme au Nord, le passage au socialisme au Sud.

Sahara Occidental LA BATAILLE DE GUELTA

ESCALADE DU ROI, OFFENSIVE SAHRAOUIE

Depuis le 13 avril, une grande bataille a lieu dans la région de Guelta. Du côté des forces marocaines, c'est la plus grande concentration de forces réalisée depuis le début de l'invasion du Sahara : 15 000 hommes, un bataillon de blindés, des interventions aériennes permanentes. La résistance des forces sahraouies pour protéger la population de Guelta coïncide avec le développement de multiples actions armées.

Guelta est au cœur des montagnes qui font la jointure entre Saguia el Hamra et Oued Dahab. C'est une position importante. Reste que si les troupes marocaines l'ont investie comme elles le disent, il se pose le problème de leur survie, de leur maintien ; depuis le début de l'invasion marocaine, on a pu constater qu'il était impossible de contrôler le Sahara à partir d'un certain nombre de postes : Farsia, Haoussa, Jdiria sont devenus les cibles des attaques des sahraouis qui tiennent tous les environs. Amgalla n'a même pas pu être tenu de façon suivie, toute la région est aux mains du Front POLISARIO.

A Guelta comme dans tout le Sahara, depuis le début de février, la population civile est la cible des troupes royales. Le capitaine Zeggai Mimoun prisonnier, rapporte « on nous a dit qu'on trouverait seulement des civils ». Jamais les bombardements n'ont atteint une telle intensité.

C'est une escalade : le roi veut devancer les grandes chaleurs qui commencent et sont les alliés des combattants sahraouis. En augmentant sa puissance de feu, il cherche une victoire décisive. Mais en même temps la résistance sahraouie fait craquer l'alliance entre Maroc et Mauritanie.

LE FRONT POLISARIO A L'OFFENSIVE

Le Front POLISARIO fait preuve d'une très grande capacité offensive. Les combattants qui avaient été mobilisés pour l'évacuation des camps d'Oum Oreiga et Guelta sont retournés au combat. Le 19, date du dernier communiqué militaire, les troupes marocaines ont laissé trente cinq morts et 150 blessés sur le terrain à Guelta. Mais en même temps, des combats étaient engagés au nord à Farsia et sur le front mauritanien : neuf soldats étaient faits prisonniers. Le roi dépêchait des renforts de son armée à Zouirate aux côtés des troupes mauritaniennes.

AFFRONTEMENT ENTRE ARMÉES MAROCAINES ET MAURITANIENNES

Les combats menés par le Front POLISARIO rendent la situation politique des régimes mauritanien et marocain difficile. Le capitaine de blindés fait

prisonnier à Guelta s'est pratiquement livré au Front avec son unité. Des soldats marocains se sont rendus avec armes et bagages à Tindouf pour rejoindre le Front. Des mutineries, des refus de combattre ont eu lieu notamment au sein de la garnison de Smara. Cette situation au sein de l'ar-

mée marocaine s'accompagne de heurts violents entre l'armée marocaine et l'armée mauritanienne, à Abakhta, qui revient à la Mauritanie selon l'accord

de partage, les troupes marocaines restent, causant des affrontements entre les deux armées. A Bir Moghreïn, le poste mauritanien renforcé par des unités marocaines, une bataille de trois heures a opposé les deux armées. A la suite de cet affrontement, vingt officiers et soldats ont été

important pris par les envoyés du roi du Maroc grandit, et se combine à un refus de plus en plus massif de combattre contre le peuple sahraoui. Ould Daddah a été obligé de remplacer certains régiments par des unités venues du Sud du pays, ce qui ne règle rien car ce sont des secteurs de plus en plus importants de la population qui refusent la guerre et la soumission aux volontés du roi du Maroc.

Ainsi, par sa résistance, le peuple sahraoui tisse autour de lui une véritable unité des peuples de la région ; elle commence à ébranler le régime marocain, principal pilier de l'impérialisme dans la région et son alliance avec Ould Daddah qui a trahi son peuple qui lutte pour une indépendance réelle. De plus en plus, le combat du peuple sahraoui devient le combat des peuples du Maghreb pour leur liberté.



Entre Amgalla et Guelta, les patrouilles du F. POLISARIO, ici au repos.

emprisonnés à Nouakchott.

En Mauritanie, le mécontentement face au poids de plus en plus

Grégoire CARRAT

Une nouvelle collection :

«LA CHINE D'AUJOURD'HUI»

LE PREMIER TITRE :

« LES ENFANTS DE XISHA »

INTERVIEW DE Claude Schmitt, représentant les Editions Eibel

Interview recueillie par Paule SACONNET

— Vous éditez chez Alfred Eibel une collection consacrée à la Chine, et dirigée par Michelle Loi. Comment vous est venue l'idée de cette collection ?

— Pour commencer, nous avons publié l'année dernière une brochure de Michelle Loi intitulée *Pour Lou Sin, Réponse à Pierre Ryckmans*. A propos d'une édition en collection de poche des *Herbes Sauvages* de Lou Sin, qui sont des poèmes en prose dédiés aux révolutionnaires, le sinologue et diplomate Pierre Ryckmans, autrement dit Simon Leys, a cru bon de présenter Lou Sin, comme un exemple de «récupération» par les communistes chinois d'un poète qui aurait été avant tout un nihiliste, etc... Michelle Loi répond point par point à ces calomnies dans la brochure que nous avons publiée.

Alors, nous avons pensé demander à Michelle Loi de diriger une collection qui publierait des textes de la République Populaire de Chine et que nous avons intitulée *La Chine d'aujourd'hui*. Des textes directement traduits du chinois, aussi bien dans le domaine littéraire (roman)

que dans le domaine théorique (essais).

— Quels sont les textes que vous allez prochainement publier ?

— Pour commencer, nous allons sortir en 1976 quatre titres, disons en gros deux textes de fiction et deux textes théoriques, tous étant des textes récents, à l'exception de ceux de Lou Sin.

— Quels sont les objectifs de cette collection ?

— Malgré l'indéniable intérêt qui se manifeste pour la Chine en différents endroits, il faut bien dire que sa littérature est enfermée dans une sorte de ghetto qui ne s'entrouvre quelquefois qu'à la faveur d'une polémique.

Ce que nous voulons, c'est faire connaître à un public de langue française que nous souhaitons très large, des textes de fiction chinois qui ont paru en RPC singulièrement depuis la Révolution Culturelle.

Nous voulons aussi publier des textes théoriques qui trouvent leur insertion dans les problèmes qui sont dans les problèmes qui

sont aussi les nôtres quotidiennement, même si on ne rapprochement. Il est certain qu'au niveau des textes théoriques, et du langage de ces textes théoriques, la Chine a beaucoup à nous apporter, d'abord parce que la théorie n'est jamais coupée d'une pratique.

— Ces livres, par leur prix, leur diffusion, sont-ils accessibles à une poignée d'intellectuels ou à un public plus large, populaire ?

— Il est bien évident que l'objectif d'une collection intitulée «*La Chine d'aujourd'hui*» ne peut pas aller contre son programme qui est de publier des textes écrits par et pour, le peuple (chinois) tout entier. Aussi bien le roman de Haoran, *Les Enfants de Xisha* que les articles sur les deux formes de sociétés (capitaliste et socialiste) vont dans le même sens, ils sont l'expression de la pensée active des Chinois et ne sont pas destinés aux privilégiés de la culture.

D'ailleurs, il ne faut pas attendre de grands bouleversements dans les manières de penser des intellectuels le plus souvent

scélérés dans une pensée qui, à bien regarder, n'a pas d'autre fonction que de justifier leurs privilèges.

D'abord les textes chinois sont accessibles, c'est-à-dire très lisible, même s'il est nécessaire de rappeler à chaque fois dans quel mouvement ils sont pris. Ça fait aussi partie du programme de la collection de présenter soit par des préfaces soit par des dossiers biographiques et bibliographiques les textes que nous éditerons. Ça ne veut pas dire que ce seront des bouquins ou spécialistes, pas du tout. Par exemple, pour *Les Enfants de Xisha*, nous aurons cinquante pages de documents qui seront une surprise pour beaucoup de lecteurs.

Nous avons l'intention de mettre en vente des livres bon marché, mais entendons-nous. Nous sommes pris dans le système de profit comme tout le monde actuellement en France. La publication d'un livre coûte cher, mais on va essayer de serrer les prix le plus possible.

Ces textes seront publiés en format de poche.

— Parlons un peu de Haoran, cet écrivain prolétarien, auteur des «*Enfants de Xisha*».

Quels sont les points de rupture qui distingueront son œuvre de celle d'un écrivain de la bourgeoisie ?

— Le cas de Haoran est typique. Il est âgé d'une quarantaine d'années, il a milité très jeune dans les rangs du PCC ; puis un jour, par hasard presque, parce qu'il avait fait quelques études, c'est-à-dire

cale avec la pratique littéraire traditionnelle qui sévissait avant la Révolution chinoise.

On n'écrit plus pour soi, à cause d'une dérangeaison intérieure, enfermé dans une chambre close sur le monde ; on écrit pour le service du peuple, et avec lui, c'est-à-dire que l'écrivain (même le professionnel comme Haoran) n'est pas coupé du travail manuel (on met sa plume, comme le dit Haoran, au service du prolétariat, c'est-à-dire au service de la classe qui fait la révolution, le socialisme).

Haoran a publié ensuite de nombreuses nouvelles et de grands romans, dont «*Les Enfants de Xisha*». Ce livre, publié en 1974 en Chine, a été tiré à cinq millions d'exemplaires.

Haoran retourne régulièrement au travail manuel, dans ses «bases» où il se tient au courant de la vie du peuple dont il ne s'est pas écarté comme l'eût fait un «mandarin» traditionnel.

— Pouvez-vous parler des premiers titres qui vont paraître ?

— Justement, nous commençons par ce célèbre roman de Haoran : *Les Enfants de Xisha*, qui retrace la lutte des pêcheurs de ces îles de la mer de Chine méridionale contre le Kuomintang et les envahisseurs japonais en 1942. Avec une préface de Michelle Loi et un important dossier de documents inédits sur Haoran (30 F). En même temps sortira un petit volume de trois textes de Haoran sur son travail d'écrivain au service du prolétariat (*Ma plume au service du prolé-*



Lou Sin

Commandant en chef de la révolution culturelle chinoise, il est grand non seulement comme homme de lettres, mais encore comme penseur et révolutionnaire. D'une rectitude inflexible, sans une ombre de servilité ou d'abséquiosité - qualité inestimable pour le peuple d'un pays colonial ou semi-colonial - Lou Sin représente sur le front culturel l'écrasante majorité du peuple ; il est le héros national le plus lucide, le plus courageux, le plus ferme, le plus loyal et le plus ardent qui ait jamais livré assaut aux positions ennemies. La voie dans laquelle il s'est engagé est celle de la nouvelle culture du peuple chinois.

MAO TSETOUNG

«LES ENFANTS DE XISHA»

(EXTRAIT)

Voici le début du second chapitre des «*Enfants de Xisha*» : Xia, le seigneur du lieu, a besoin d'une nourrice pour élever le nouveau-né d'un officier de l'armée d'occupation japonaise...

Dans la vieille société où la roue de l'histoire retournait en arrière, la vie et la mort d'un pêcheur ne valaient pas celle d'un poisson, celle d'une fleur ou d'un brin d'herbe sur la rive.

Mais cette fois-ci, la naissance d'un enfant dans la famille des Cheng a fait bouger le Seigneur de la pêche qui habite le bourg Falaise de Jade.

Ce seigneur nommé Xia, prénommé Yunya, exerce un monopole sur la mer dont la côte est sa propriété privée. Il loue ses bateaux aux pêcheurs, qui lui vendent aussi leur pêche en gros. De plus, il leur prête de l'argent et ramasse ainsi de gros intérêts. C'est un homme qui ne laisserait s'échapper de sa main ni un souffle de vent, ni une goutte de pluie. Il a lu des livres de Confucius et de Mencius. Il a fait des voyages à Xiang-gang (Hongkong) et à Guangzhou (Canton). Il vient d'avoir quarante ans. Maintenant, flirtant avec l'armée d'agression japonaise, sur laquelle il s'appuie comme le renard sur le tigre, solidement épaulé, il n'a plus rien à craindre. Le fait est qu'il tue les gens sans sourciller, et pourrait bien manger leur chair sans rendre les os. Tout au long de la baie, sur la côte de trente li de l'est à l'ouest, tous les habitants le haïssent. Dès qu'on parle de lui, tout le monde grince des dents. En jouant sur la prononciation de son nom Xia Yunya, on lui a donné le surnom de Sha Yu Ya, c'est-à-dire «Dent de requin».

Aujourd'hui, de grand matin, il reçoit chez lui un interprète de l'armée japonaise. Tous deux s'allongent face à face

sur la chaise longue de rotin rouge et fument l'opium en sifflant.

Voici qu'arrive son gérant numéro deux, surnommé Crabe Borgne, tout sourires. Il s'arrête un instant sur le pas de la porte, puis s'avance lentement vers la chaise longue. Après avoir salué l'interprète japonais d'une profonde courbette, il s'approche de son maître et lui chuchote à l'oreille : «Seigneur, la femme de Cheng Liang a mis un enfant au monde».

Dent de requin, les yeux tirés comme des fils, demande d'une voix traînante : «L'enfant est-il né vivant ou mort ?»

«Vivant...»

«Merde alors ! Ne vous ai-je pas dit de ne pas laisser l'enfant vivre après sa naissance ?»

«C'est qu'il y a trop de monde à bord, et la sage-femme est l'une de leurs proches. Il était difficile d'y mettre la main...»

«L'enfant vivant, n'est-il pas gênant pour moi ?»

«Ça ne va pas jusque là, Seigneur. C'est une fille.»

«Ah ! Une fille ? Pourquoi pas ne pas la jeter à la mer ?»

«A mon avis, pauvres comme ils sont, ils n'arriveront pas à la maintenir en vie.»

«Dent de Requie» esquisse un sourire, puis tire deux bouffées d'opium : «Cheng Liang, ce pêcheur, n'est pas comme les autres. Il faut garder un œil sur lui».

Crabe Borgne s'empresse d'approuver : «Soyez tranquille. C'est vous, Seigneur, qui fournissez à Cheng Liang sa nourriture, ses vêtements et tout. Oserait-il vous désobéir ?»

(La suite du roman montrera au contraire que Cheng Liang osera désobéir, en participant à la lutte de libération).



Haoran, l'auteur des «*Enfants de Xisha*»...

qu'il était allé à l'école un peu plus longtemps que d'autres, qui n'y étaient pas allés du tout, on lui a demandé d'écrire une petite pièce pour représenter un événement local, mais dont la signification pouvait être exemplaire. C'était déjà une rupture radi-

capitaliste et en régime socialiste.

On pourra se procurer tous ces livres dans la plupart des librairies, et particulièrement dans les librairies spécialisées. Sinon, s'adresser au diffuseur : Ophrys, 10 rue de Nesle, 75006 Paris.

1^{er} MAI

FETE de REBELLES

Mensuel de l'U.C.J.R.

1^{er} MAI TOUS A PARIS

Cartoucherie de Vincennes
LA FÊTE SE TIENDRA Y COMPRIS EN CAS DE PLUIE

AU PROGRAMME

SCENE CENTRALE :

- PIERRE CHAMPION
- ROGER SIFFER
- CHIC STREET MAN
- IMAGO
- GILLES SERVAT
- AKENDENGE
- INTERCOMMUNAL FREE
- DANCE MUSIC ORCHESTRA
- avec HO MAKÀ et
- ARTHUR WINKLER

- CARLOS ANDREU
- FRANCOIS TUSQUES
- GROUPE SOHO

Seront présents des membres du Comité d'Action Populaire de Dijon (chanteurs progressistes qui ont largement soutenu la grève de Bourgogne-Électronique)

SCENE LATÉRALE :

- Le cabaret de la rue de la ré (Lyon)
- Chorale iranienne
- Fanfare
- Un violoniste irlandais
- Gérard Gauche
- Pierre Drighi (chanteur corse)
- Nombreux sketches sur le chômage, la réforme Haby...

Forums de 18 H à 24 H :

- **LE SPORT :** avec des sportifs célèbres, des champions (18 H)
- **MAI 68 :** Quelles leçons tirer pour aujourd'hui ? (18 H)
- **LE THÉÂTRE :** Avec des acteurs, des troupes (18 H)
- **LA POLLUTION :** Qui est responsable ? Avec des ouvriers, des écologistes, des membres du Comité de Liaison et d'Information sur la Santé et les Conditions de Travail (18 H)
- **LA JUSTICE :** Avec des avocats, des magistrats, des membres du Mouvement d'Action Judiciaire, et du Syndicat de la Magistrature (20 H)
- **AVORTEMENT-CONTRACEPTION :** Avec des militants et des militantes du MLAC (20 H)
- **LE CINÉMA PROGRESSISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE :** Avec Tobias Engel, Yann Le Masson, les rédacteurs de la revue Cinéthique, Cinélutte... (20 H)
- **LA PRESSE POUR LES JEUNES :** Avec des journalistes de l'Antirouille, Pop-Hebdo, du journal des CLAJ (20 H)
- **LA CHANSON POPULAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE :** Avec les chanteurs et les groupes participants. (23 H). Attention, le chapiteau ne contient que 500 places !)
- **LA LUTTE CONTRE L'ÉCOLE CAPITALISTE :** Avec des Comités d'action, de lutte de toute la France. Jacques Papinski expliquera le sens de sa lutte, avec d'autres professeurs victimes de l'arbitraire dont Della Souda, etc... Débat animé par François Dusseaux, membre de la Coordination Nationale Élèves Révolutionnaires (23 H)
- **LE CHÔMAGE DES JEUNES :** Avec les Comités de Lutte Contre le Chômage, «Le cri des murs»... (23 H)
- **LES APPRENTIS :** Forum tenu à l'appel et sous la direction des apprentis de Blois (prélude à la rencontre nationale des apprentis révolutionnaires) (23 H)
- **LA CAMPAGNE ANTI-JEUNES :** Avec des militants des Comités Anti-Répression de Grenoble, Vénissieux, de nombreux éducateurs, des jeunes en lutte dans les quartiers contre la répression.
- **LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN CHINE :** Avec des jeunes, des ouvriers ayant séjourné en République Populaire de Chine
- **LES JEUNES OUVRIERS SONT EN LUTTE :** avec des ouvriers de Lip, Bourgogne-Électronique, des mines... etc... Ce forum sera animé par Roger Aubert, membre du Secrétariat National de l'U.C.J.R.

A 22 H: MEETING DE L'U.C.J.R.

Prendront la parole :

JEAN FRANÇOIS VITTE
secrétaire national de l'U.C.J.R.

- Un camarade palestinien
- Un camarade espagnol
- Un camarade chilien
- Des ouvriers en lutte

De 18 H à 2 H : 2 cinémas non stop, avec notamment

- L'heure de la libération a sonné (Dofhar)
- Quand on aime la vie, on va au cinéma
- Dettes pour salaire (sur l'oppression de la paysannerie)
- L'ennemi principal
- Le peuple et ses fusils, de Joris Ivens
- Vietnam : cinéma d'un peuple au combat
- La machette et le marteau (la Guadeloupe en lutte pour l'indépendance)
- Kashima paradise (avec l'auteur...)

Avec des jeunes de plus de 20 pays de tous les continents :

Iran, Djibouti, Palestine, Guadeloupe, Martinique, Argentine, Chili, Pérou, St Domingue, Tunisie, Maroc, Sahara Occidental, Tchad, Gabon, Sénégal, Comores, Éthiopie, Érythrée, Oman, Turquie, Espagne, Italie, Liban, etc...

PLUS DE 70 STANDS - 10 EXPOSITIONS - CONCOURS TOUTE LA SOIRÉE NOMBREUSES ATTRACTIONS
Venez nombreux ! Cette fête, c'est l'affaire de la jeunesse ouvrière et populaire, de toute la Jeunesse Révolutionnaire.

Vignettes à commander à «Rebelle» (57, rue Ordener 75018 - Paris) : 8 F
Entrée : 10 F

GRANDES FÊTES POPULAIRES

ROUBAIX

SAMEDI 1^{er} MAI DE 14 h A 22 h
178, rue Jules Guesdes
48, rue Nabuchodonosor

Spectacles pour les enfants (de 14 H à 16 H)

LES CLOWNS DU PRATO DE LILLE ET SES CRACHEURS DE FEU
JEUX - ATTRACTION - CONCOURS

Les travailleurs accusent le capitalisme en crise

Le Renouveau des luttes à Roubaix. Halte aux atteintes aux droits syndicaux :

Avec la participation d'ouvriers de la lainière, Sartelys, Motte Bossut, Hutchinson... et des délégations d'entreprises de CIT Alcatel, Babcock, INSEE, Usinor-Dunkerque...

Lip, ce n'est pas fini

AVEC UNE DÉLÉGATION D'OUVRIERS DE LIP.

La justice, non leur justice

AVEC M. ET MME DEWÈVRE, DES JUGES PROGRESSISTES DU NORD.

LES MINEURS DE LIEVIN ACCUSENT LES HOUILLERS, AVEC DES MINEURS DES PUIITS 4 ET 7 DE L'U.P. DE LENS.

Pour une santé au service du peuple

AVEC DES MÉDECINS, DES EMPLOYÉS HOSPITALIERS DE LILLE, ROUBAIX.

A l'Alma-gare... «Y'en a marre»

APRÈS LA MORT DE LA PETITE SARAH, DES MILITANTS DE APF DE L'ALMA PARLENT.

Ni chômeurs, ni cadres au service du capital, avec des étudiants du Campus d'Annapes.

Soutien aux luttes des peuples du monde

Avec :

- Des militants des Commissions Ouvrières Espagnoles
- Des représentants de la Résistance Palestinienne, membres de la GUPS

- Des militants du MIR chilien, de l'UNECAS (Djibouti)
- Avec Grégoire Carrat, de retour du Sahara Occidental.

Pour préparer l'offensive ouvrière Pour une issue révolutionnaire à la crise

Intervention d'un membre du Comité Central du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

avec Raoul de Godewarsvelde

AVEC : DES ACCORDÉONNISTES, GROUPE POP MUSIQUE DE ROUBAIX

BUVETTE, FRITES, PATISSERIE.

En permanence :

- Stand du Comité de Lutte Contre le Chômage de Hem, avec Yves Beaumont (juriste) et bourse aux vêtements.
- Stand du Quotidien du Peuple
- Stand de la Librairie Populaire de Lille
- Stands attractifs
- Films anti-impérialistes et chinois.

LYON

SAMEDI 1^{er} MAI DE 17 h A 24 h
Centre Pierre Valdo (Rue P. Valdo) LYON 5

CARREFOUR SUR LES LUTTES

Avec des travailleurs de Lip, Paris-Rhône, SNAV, Berliet, Brandt, CEM, TCL, PTT, SNCF, etc... de Manducher (Oyonnax), Bonnet (Villefranche), de la chaussure (Romans), de la Drôme, etc...

- APRES L'ASSASSINAT DE SIX OUVRIÈRES À CLERIEUX, des travailleurs de la Drôme témoignent.
- DES PAYSANS TRAVAILLEURS expliquent leurs luttes et vendent leur produit.
- FORUM SUR LES LUTTES DE QUARTIER : contre le chômage et la vie chère, (expulsions, etc...), avec des militants des Comités des quartiers de Lyon et de la banlieue.

LES PEUPLES DU MONDE EN LUTTE :

- Des représentants de la Palestine en lutte (GUPS), d'Iran (UEIF), des Commissions Ouvrières (Espagne).
- Cité internationale : stand des organisations (Palestine, Iran, Espagne)...

- Jean Lermet, Yomna El Khalil, envoyée spéciale du Quotidien du Peuple au Liban.
- Jean-Paul Gay, envoyé spécial du Quotidien du Peuple à Djibouti.

INTERVENTION DE BERTRAND REY
membre du Comité Central du PCR (ml)

Cinéma - Diapo - Vidéo non stop

- LIP, 73-74
- L'heure de la libération a sonné
- L'OLIVIER
- La grève de Cerisay : «Scènes de grève en Vendée»
- La grève de Caravelair : «Quand tu disais Valéry»
- Les travailleurs immigrés : «Les Mézigris»

- «La santé en Chine populaire»
- Montage vidéo : Dario Fo à Lyon
- Montages : Palestine - Liévin - Djibouti
- Buffet : spécialités
- Jeux et attractions
- Loisirs pour les enfants

avec : **LOS CHACOS** **ALAIN BERT**
LA BAMBOCHE **LA CARMAGNOLE**
et à partir de 21 h 30 : **orchestre - danse**

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR(ml)
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris Cedex 19
CCP n°23 13248 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET - Imprimé par IPCC Paris
Distribué par les NMPP - Commission Paritaire : 56942

TELEPHONEZ AU QUOTIDIEN :
2086561
de 9 h à 17 h

LIRE

TÉLÉVISION

«Pierres de l'Oiseau Juigwei» de Qiu Jin

FEMME RÉVOLUTIONNAIRE EN CHINE AU XIX^e SIÈCLE

Présenté par Catherine Gipoulon Edition des Femmes

«Instruisez-vous, gagnez votre vie, luttiez pour la libération du pays !» Qiu Jin s'adressait en ces termes aux femmes chinoises à la fin du 19^e siècle. Femme et révolutionnaire, elle avait compris que la libération des femmes était liée à celle de la société toute entière.

Elle réclamait le droit de s'instruire, mais en précisant que l'instruction devait être une arme au service d'une ligne politique. Les femmes doivent conquérir leur indépendance économique, déclarait-elle, mais elle soulignait que leur entrée dans la vie active devait s'accompagner de leur participation à la lutte politique. Qiu Jin s'efforça toujours de vivre en accord avec la lutte révolutionnaire qu'elle menait. Enseignante, elle éduquait politiquement ses élèves et les incitait à prendre part au combat. Elle milita dans plusieurs organisations révolutionnaires dont la «Ligue Jurée» fondée par Sun Yat Sen. Arrêtée en 1907, à la tête d'une insurrection dans le sud du Zhejiang, elle fut condamnée à mort. Elle fut une des premières femmes chinoises à être décapitée.

Pour Qiu Jin, l'émancipation des femmes aura toujours été une préoccupation très importante. «Je suis prête à aller jusqu'au bout de mes forces pour que ce souhait se réalise». Dans son roman «Pierres de l'oiseau

femmes, un genre populaire le «tanci», forme littéraire, qui leur est familière : «Il existe toute sorte de livres, mais elles n'y comprennent pas grand chose à cause des difficultés de l'écriture... J'écris en langage populaire afin

mes chinoises à ne plus se soumettre aux «3 obéissances» (au père, au mari, au fils aîné).

La Chine lui a rendu hommage l'an dernier pour le 100^e anniversaire de sa naissance, soulignant l'actualité de sa pensée dans la lutte contre Confucius et Lin Piaou qui recommandait de se «restrindre et en revenir aux rites».

Qiu Jin avait compris que l'émancipation des femmes était indispensable pour la libération et la reconstruction du pays. «J'exprime chaque jour, le souhait ardent de voir les femmes se défaire de leur assujettissement qu'elles deviennent les héroïnes d'un monde libre...». Qiu Jin n'a pas espéré en vain, les Femmes Chinoises d'aujourd'hui nous le prouvent. Mais, l'Union des Femmes Chinoises est là pour nous rappeler que la bataille n'est pas entièrement gagnée, que la lutte continue car la libération des femmes est liée à la lutte de classes. (Soon Ching Ling : «la libération des femmes en Chine». P.I. n°7 - 1972)



Juigwei» elle presse les femmes de ne plus être passives : «Vite, vite, femmes, secouez-vous !» leur dit-elle, comprenant bien que les femmes devront compter sur leurs propres forces pour s'émanciper.

que tous, hommes et femmes, comprennent, quittent ce monde de l'ignorance et accèdent à celui de la connaissance.

Elle dénonce, au travers du récit de la vie de ses héroïnes, le fatalisme et les idées reçues, elle exhorte les fem-

Elle choisit pour parler aux

Danielle BERNIER

Programme

SAMEDI 24 AVRIL

TF1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro 1 : Marcel Amont
21 h 35 - Regan - série britannique
22 h 50 - A bout portant - Philippe Clay
22 h 35 - Journal

A2

19 h 20 - Actualités régionales
20 h 00 - Journal
20 h 25 - Football : France-Pologne
22 h 20 - Dix de Der
23 h 35 - Journal

FR 3

19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Thalassa - Les pollutions marines
20 h 30 - Così Fan Tutte - Opéra-bouffe en 2 actes de Mozart
23 h 05 - Journal

DIMANCHE 25 AVRIL

TF1

18 h 45 - Nans le berger feuilleton, 4^e épisode
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - Journal
20 h 30 - Le gendarme en balade, film français de J. Girault (1970)
22 h 15 - Pour le cinéma
23 h 15 - Journal

A2

18 h 45 - Stade 2
19 h 30 - Ring parade
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Système 2
21 h 40 - Les brigades du tigre
22 h 35 - Les temps sauvages
23 h 20 - Journal

FR 3

19 h 00 - Hexagonal
19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - Deux enfants en Afrique
20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir : le cinéma
22 h 15 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Dans le petit village de Hon Dat, les habitants et les partisans du Front de Libération se préparent à résister aux troupes de Diem. Par la ruse, ils viennent d'arrêter deux espions diémistes.

11^e épisode
PRÉPARATIFS DE DÉFENSE

A quelque distance de Hon Dat, les responsables de la défense du village inspectent les positions de combat.

Ils traversèrent des jardins de pommiers-canneliers et l'odeur suave des fruits mûrs leur chatouillait les narines. De loin en loin, un fruit trop mûr tombait à terre sur leur passage.

— C'est idéal d'affronter l'ennemi dans ces parages, dit Ngan. Même coupé du ravitaillement, on peut toujours s'en tirer avec les fruits tombés.

— Ça ne me dit rien, répliqua Tan. J'aime mieux les bananes, c'est plus solide.

— C'est drôle comme vous pensez déjà à votre estomac, vous autres, intervint Ba Ren en riant. Moi, j'ai seulement peur qu'il manque des munitions à nos pétoires. Sans parler des «mantes religieuses» (1) dont le moins qu'on puisse dire est qu'on ignore si elle vont cracher ou non !

— Il paraît qu'elles ont fait un bruit du tonnerre à l'essai.

— Mais oui, à l'essai... Seulement, face à l'ennemi, peut-on savoir ?

— Elles cracheront, va ! Pour les cartouches, tu dis vrai, on est un peu à l'étroit. Il va falloir jouer serré !

— Hai Thep et Tam Chan (2) nous recommandent de décimer l'ennemi le plus possible. On ne rejoindra la grotte qu'à la dernière extrémité.

— Ils ont raison, fit Ngan. A la dernière extrémité, d'accord. Mais la grotte est une position idéale pour la défense. Un seul homme posté à l'entrée et armé d'un simple marteau peut en interdire l'accès à l'ennemi. Il n'aura qu'à assommer tous ceux qui s'y présentent en leur fracassant le crâne.



— J'y ai pensé avant toi, mon petit, répliqua Ba Ren. Seulement, au lieu d'un marteau, je choisirais plutôt un gourdin équerri. Ça pèse plus lourd dans la main. D'un coup à l'horizontale vous assommerez n'importe qui.

Tout en devisant, les cinq hommes se dirigeaient vers les lumières qu'ils venaient de voir apparaître entre les feuillages. Quand ils y arrivèrent, les partisans étaient occupés à organiser le terrain. Les nouveaux trous individuels étaient aménagés le long de la bordure des vergers. Des lampions étaient accrochés sur les branches, chacun avec un morceau de feuille de bananier pour camoufler la lumière du côté des rizières.

Ngan inspecta chaque trou, en remerciant tout bas Tam Chan d'avoir songé à en activer le creusement. Pour avoir combattu, il appréciait à sa juste valeur l'utilité des ouvrages, aussi bien dans l'attaque que dans la défense. Et ils sont d'autant plus précieux pour ceux qui sont moins bien armés que l'ennemi.

On avait creusé un trou pour Ngan. Son adjoint Tham le lui indiqua :
— Voilà celui qui t'est destiné.

Ngan y sauta pour l'examiner de plus près. Il pria Toï de lui passer son Mas 36. Il appuya le fusil contre le parapet et se baissa pour viser. Puis il remit l'arme à Toï, prit une pelle et dégaugea un peu de rebord qui était trop élevé pour lui. Quand la hauteur lui paraissait convenir, il reprit le fusil et recommença à viser. Enfin satisfait, il sauta à la surface en s'appuyant des mains. Ti, en voyant avec quel soin son camarade procédait à l'examen de son trou individuel, s'inquiéta du sien et vint en hâte le regarder de plus près. (...)

Tout en camouflant leurs positions, les partisans discutaient avec une joyeuse animation. Ils savaient tous qu'ils auraient demain affaire à forte partie, mais il semblait qu'ils n'y faisaient pas attention. Affronter l'ennemi était pour eux tout naturel. Et chaque ennemi tué allégerait l'amertume qui pesait sur leurs cœurs depuis les années sombres où tant de leurs camarades avaient été massacrés sous leurs yeux dans des circonstances atroces. Après le soulèvement, chacun cherchait visiblement à assouvir la haine personnelle qu'il nourrissait pour l'ennemi et à venger la grande douleur commune. Bien que leur armement soit des plus sommaires, ils étaient persuadés que l'ennemi ne pourrait jamais plus les opprimer comme auparavant. Maintenant, le problème se posait en termes tout simples : si l'ennemi tirait sur eux, ils lui rendraient la pareille. La mort ne serait plus d'un seul côté. Aussi était-elle beaucoup plus significative qu'auparavant, et les pertes, quoique inévitables, moins nombreuses que pendant toutes ces années de silence résigné, ces années de fausse paix où l'ennemi n'avait cessé d'attaquer.

(à suivre)

(1) Espèce de bombarde des guérilleros rappelant vaguement la silhouette d'une mante religieuse.

(2) Responsables locaux du Parti Communiste

LE PORTUGAL AVANT LES ÉLECTIONS

De notre correspondant
Antoine JALLIEU

LES TRAVAILLEURS S'INTERROGENT

Dans une petite entreprise de mécanique de Sacavem, banlieue ouvrière du nord de Lisbonne, employant une trentaine d'ouvriers, c'est au cours de la pause de midi que s'est déroulée cette discussion. Une discussion semblable avait eu lieu avec ces mêmes travailleurs au lendemain du 25 novembre. A ce moment, beaucoup de travailleurs se disaient militants d'organisations politiques les plus variées de l'extrême gauche. Aujourd'hui, presque tous se disent «apartidaires», à l'exception de deux du P(C)P et un de l'UDP. La cause principale : «le sectarisme et l'impuissance de l'extrême gauche à avancer des mots d'ordre qui répondent à la situation réelle», me dira l'un d'entre eux.

QdP : Que représentent pour vous les élections ?

— Tout le monde nous répète que ce sont les premières réelles élections depuis 48 ans, où le peuple portugais va pouvoir élire ses représentants pour gouverner le pays. C'est vrai qu'elles sont importantes, car on en aura pour 4 ans. Mais je ne crois pas que ce soient vraiment des élections libres.

— C'est bien vrai : dans tout le Nord du pays, les fascistes empêchent les partis de la classe ouvrière de parler. Depuis le 25 novembre, avec toute la propagande à la télévision, à la radio, dans les journaux, la bourgeoisie raconte des salades au peuple. Moi, par exemple, j'ai mon beau-père qui habite dans la région de Viseu ; il ne sait ni lire ni écrire : il va voter ce que le curé du village dira de voter.

QdP : Est-ce que tout le monde ira voter ?

Réponse générale : oui.

— La droite aura déjà suffisamment de voix dans le Nord ; il ne faut pas en perdre dans la classe ouvrière. Il y a bien dans mon quartier des camarades qui ne veulent pas voter, disant que cela ne servira à rien, que les partis politiques de gauche ne sont pas meilleurs que ceux de droite, qui sont au gouvernement depuis octobre. Mais il y en a très peu qui pensent de telles choses.

QdP : Tu as dit : il ne faut pas perdre de voix. Qui ne doit pas perdre de voix ?

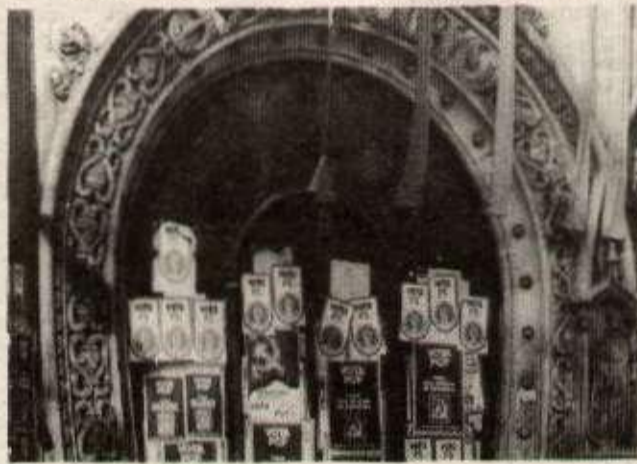
Un membre de la commission de travailleurs :

Un membre de la commission de travailleurs :

— Je vais expliquer un peu le problème : depuis le 25 novembre, la bourgeoisie a réussi en partie à diviser le peuple. Mais elle n'a pas encore pu reprendre tous les acquis que nous avons obtenus depuis le 25 avril, et qui sont en grande partie inscrits dans la constitution. Or, les partis de la droite et fascistes ne peuvent pas revenir brutalement à un «avant 25 avril 1974». Ils préfèrent gouverner en étant élus.

avec des élections libres. Après, ils pourront changer la constitution pour pouvoir revenir en arrière. Ils vont nous imposer une politique d'austérité déjà commencée, et une répression si nous refusons cette politique, comme la GNR (garde nationale républicaine) vient de la montrer en tirant à Beja. On peut dire que la droite veut faire un «golpe» (coup) constitutionnel. Avec tous les militaires fascistes qui sont dans l'Etat major de l'armée et qui ont mené le 25 novembre, on ne sait pas jusqu'où cela peut aller.

— C'est pour cela que moi je vais voter pour le parti socialiste : c'est le seul parti qui soit assez fort pour empêcher la droite de revenir au pouvoir. Ce n'est pas que cela me fasse bien plaisir. Mais puisqu'il faut voter, il vaut mieux que notre voix serve à quelque chose.



— Tu me fais bien rire avec le PS : cela fait depuis le mois d'octobre qu'il est au pouvoir ; c'est lui qui a bloqué les salaires, qui a envoyé la GNR à Beja. En plus, il ne sait même pas avec qui il va faire alliance. Soares dit qu'il va gouverner seul, mais ce n'est pas possible ; avec une aile droite et une aile gauche, il ne sait pas de quel côté il va tomber. Moi, je pense qu'il n'y aura pas de majorité, et que les partis vont se battre pour le pouvoir. Ce sont les élections présidentielles du mois de juin qui seront fondamentales. Celles de dimanche sont seulement un test. On ne va pas me faire croire que c'est un parlement qui dirige réellement dans un pays bourgeois.

Le délégué syndical :
— Le problème est de

pousser le PS à faire un gouvernement de gauche. Il faut surtout, pour les travailleurs, que les partis qui sont au gouvernement défendent la constitution, car, dedans, les conquêtes depuis le 25 avril et les droits des travailleurs sont préservés : droit de grève, interdiction du lock-out, contrôle ouvrier, etc... Si le parti socialiste est hésitant, la pression des travailleurs peut le pousser. Par exemple, les travailleurs de Timex ont obtenu que le gouvernement paye les jours chômés. Il vaut mieux une majorité de gauche, même ambiguë, mais qui pourra peut-être permettre de stopper momentanément, l'ascension de la droite, et que les travailleurs commencent à se réorganiser pour reprendre l'offensive.

— Tu choisis par qui tu vas te faire manger. Ce n'est pas une solution. Aucune élection ne peut être une solution pour les travailleurs. C'est seulement un champ de lutte pour les partis bourgeois. La seule solution pour les travailleurs, c'est de lutter pour défendre nos conquêtes, contre tout gouvernement qui les attaque. Le PS dit qu'il les défend, mais dans la réalité, il a été le principal instigateur du 25 novembre. Le PCP empêche les luttes, comme celle de

la construction civile ; et quand il était au gouvernement, le ministre du travail a même envoyé les soldats contre les travailleurs de la TAP.

— On est tous en train de se faire avoir. Ce n'est ni une majorité de gauche, ni une tribune révolutionnaire au parlement, qui barrent le chemin à la droite. C'est seulement la relance du mouvement populaire et l'unité de la classe ouvrière qu'avec les élections, les partis détruisent encore plus.

QdP : Vous avez parlé à plusieurs reprises de défendre les conquêtes populaires. Aujourd'hui, le PC parle de défendre les nationalisations, réforme agraire, contrôle ouvrier. Pour vous concrètement, dans cette usine, que représentent ces conquêtes ?



Les travailleurs sont visiblement surpris par cette question. L'un d'entre eux répond, après quelques hésitations :

— ... Dans notre travail, c'est ... les libertés syndicales ... le droit de réunion, le droit pour la commission de travailleurs de consulter la gestion de l'entreprise.

— Nous sommes solidaires des ouvriers agricoles qui ont conquis le droit de travailler leurs terres ... Ne pas défendre tous ensemble les conquêtes, c'est le chemin pour revenir au fascisme.

— Le camarade vient de poser une bonne question. On n'arrête pas en effet de discuter, de savoir pour qui on va voter. On est déjà tous persuadés que c'est le PPD et la droite qui vont gagner.

Tout le monde acquiesce.

— Il faudrait bien qu'on s'inquiète de l'avenir. Par exemple, dans notre usine, on n'a pas eu d'augmentation depuis le mois de novembre, alors que la vie a presque doublé. Notre patron, qui est un petit industriel dépendant des commandes des grandes entreprises, ne peut pas nous en donner ; sinon, l'usine sera en faillite, on se retrouvera au chômage. Et avec la crise qui s'aggrave partout dans le monde, aucun gouvernement venant des élections ne pourra résoudre les problèmes économiques. Le seul moyen de s'en sortir, c'est par la lutte et l'unité de la classe ouvrière.

QdP : Comment envisagez-vous les luttes après les élections ?

Le délégué syndical :

— Nous faisons partie du syndicat de la métallurgie et nous réclamons depuis le mois de septembre le renouvellement du contrat collectif de travail. Jusqu'à présent, on a beaucoup discuté, mais rien obtenu. Nous avons fait seulement une grève de

deux heures à la fin du mois de février.

— La direction syndicale pense que ce n'est pas le moment de lancer des luttes dans la période électorale. Les travailleurs commencent à en avoir assez d'attendre. Mais on est bien obligés de suivre : que voulez-vous qu'on fasse tous seuls ?

— Tu vas voir qu'après, ils vont trouver un autre prétexte : les élections présidentielles ; et après, l'été, le tourisme ; après, ce sera le fascisme, et il sera trop tard.

— Il ne faut pas exagérer : on veut un contrat collectif de travail. Mais, avant d'entamer de grandes luttes, il faut bien en mesurer toutes les conséquences. C'est vrai aussi que ce n'est pas les travailleurs qui dirigent réellement leur syndicat, mais une organisation politique qui tente de les manipuler. Les seuls organismes qui étaient réellement représentatifs des travailleurs, les commissions de travailleurs, à cause des manipulations des partis, ont perdu beaucoup de leur efficacité.

QdP : Quelques jours après le 25 novembre, vous m'expliquez que les travailleurs devaient tirer le bilan des événements et renforcer leur organisation de base contre la division des partis. Où en êtes-vous aujourd'hui ?

— Je pense que l'on a reculé. Regarde : si je me souviens bien, quand on avait discuté après le 25 novembre, tous les travailleurs étaient là. Aujourd'hui, nous ne sommes que sept à parler avec toi.

Les autres sont complètement découragés.

— Oui, tous les travailleurs ont cru pendant un an et demi qu'il était possible de

construire le socialisme dans notre pays, et cet espoir très grand a été déçu : seuls les travailleurs les plus avancés essaient en ce moment de surmonter les difficultés. La propagande de la bourgeoisie, les divisions entre les partis de la classe ouvrière (le PCP n'arrête pas de dénoncer l'aventurisme et le gauchisme ; les révolutionnaires n'arrivent même pas à se mettre d'accord pour faire un front pour les élections), tout cela fait que la droite est à l'offensive. Comment s'étonner qu'on soit découragés ? Mais il ne faut quand même pas être trop pessimistes. Si le socialisme au Portugal, ce n'est pas pour tout de suite, le peuple a fait une grande expérience qui comptera.

— En plus, les conditions de vie vont à nouveau s'aggraver. La bourgeoisie va tenter d'avancer encore plus. Il va falloir lutter ; dans quelles conditions et comment, on ne sait pas trop.

Un travailleur tire ensuite pour tous la conclusion de la discussion :

— Je vais essayer de résumer où en est la classe ouvrière portugaise. Les travailleurs vont voter contre les partis fascistes de droite, mais sans conviction, car ils pensent que ceux-ci vont gagner. Il faudra donc lutter pour éviter un retour en arrière trop important. Mais si les partis continuent à diriger et à diviser comme toujours la classe ouvrière, cette lutte sera impossible. Pour lutter, le seul moyen, ce sera de refaire l'unité de la classe ouvrière à la base et peut-être que ce sera très long. De toutes façons, il faudra commencer dès le premier mai, où, pour la première fois, depuis le 25 novembre, toute la classe ouvrière va se retrouver.

L'accord est général sur cette conclusion.